28 juin 1946 — HEBDO — "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" — N° 129 — Prix : 4 francs

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

Editorial

" Déconvenue du côté des TRUSTS "

par Jean MARCOUX

POUR la nième fois, on nous a gratifié d'un gouvernement tripartite. Il a recueilli à la Chambre les voix des cléricaux, des radicaux, des socialistes et des communistes français (staliniens).

Cette fois-ci le Meilleur Rempart des Profiteurs a bien pris en main la direction de la barque gouvernementale.

La première action du gouvernement Bidault a été d'affirmer qu'il n'accorderait que 15 % au lieu des 25 % d'augmentation réclamés par la C.G.T. Le vote d'une constitution encore plus réactionnaire que celle du 5 mai, est aussi en bonne voie.

Ces faits, sont salués par le troubadour de « l'Aube », Maurice Schumann, comme les premières « victoires de l'Etat » raffermi grâce au M.R.P.

Pour se justifier, les staliniens prétextent que ce sont les réformistes qui ont ouvert la route au M.R.P.

Les réformistes prétendent qu'ils n'y pouvaient rien puisque le M.R.P. a le plus grand nombre de sièges à la Chambre.

⁂

ON se rappelle que peu après les élections, le conseil national du Parti socialiste s'était prononcé contre la reconduction du tripartisme.

Dix jours avant la constitution du gouvernement, à la réunion du comité central du P.C.F., de nombreuses voix s'étaient prononcées contre le tripartisme et avaient affirmé la nécessité d'un « tournant vers les masses ». Le C.C. unanime décida de « soutenir la demande d'augmentation générale des salaires de 25 %.

Le temps passe, l'oubli vient, et les députés réformistes et staliniens.., votent comme un seul homme pour le gouvernement Bidault-Thorez-Gouin.

Pour les staliniens, le fameux tournant vers les masses a été tout juste un prétexte de dix jours afin d'obtenir... une plus large participation dans ce même gouvernement tripartite dont on affirmait ne plus vouloir.

⁂

L'HABITUDE des réformistes de capituler devant la bourgeoisie est une vieille habitude, dont ils n'éprouvent plus aucune gêne.

Quant aux Staliniens, ils réalisent le tour de force de présenter même leurs capitulations en victoires : « Aussi faut-il se féliciter — écrit Cogniot dans l' « Humanité » du 24 juin — qu'une étape ait été franchie grâce à la clairvoyance et à la fermeté du parti communiste, qui est, quant à lui, plus préoccupé du niveau de vie des masses que de la répartition des portefeuilles ».

C'est avec le cynisme habituel que l'on dit à nouveau aux masses laborieuses que l'avènement du gouvernement Bidault n'est pas le résultat d'une capitulation pure et simple devant le M.R.P.; que l'on n'a pas marchandé sur la question des salaires, mais que l'on a « arraché » les 15 % ; que la constitution d'un tel gouvernement et dans de telles conditions, n'est pas un acte de trahison à l'égard de plus de neuf millions de travailleurs qui ont voté sur les listes staliniennes et réformistes, mais... tenez - vous bien.. un coup porté aux trusts dont la déconvenue est totale. (« Déconvenue du côté des trusts » « Humanité » du 25 Juin 46).

⁂

ON ne nous empêchera pas de répéter que l'on pouvait, que l'on peut, constituer un gouvernement communiste français-socialiste et cégétiste s'appuyant non seulement sur les neuf millions de voix recueillies aux élections, mais encore sur l'ensemble des masses laborieuses dans la mesure où un tel gouvernement prendrait effectivement en main les revendications légitimes des travailleurs et affirmerait sa volonté de les faire aboutir. Mais les dirigeants du P.C.F., du P.S. et de la C.G.T. font tout pour tuer cette conviction dans les masses. Ils font pénétrer dans la tête des travailleurs, les arguties parlementaires et expliquent que les rapports entre les classes se règlent en fonction du nombre des sièges que l'on a à la Chambre.

Blum continue ainsi la besogne à laquelle il s'est adonné depuis toujours : celle de l'agent de la bourgeoisie dans les rangs de la classe ouvrière.

Quant aux staliniens, l'explication de leur attitude est très simple : ce parti n'a désormais plus d'autre préoccupation que celle de s'assurer des postes-ministériels et des positions importantes dans l'appareil de l'Etat bourgeois. Pas plus que les réformistes, ils ne se font l'illusion qu'avec cette « tactique », on puisse effectivement lutter contre la bourgeoisie. Mais les staliniens ne veulent plus empêcher les trusts et la bourgeoisie dans son ensemble d'exploiter et d'opprimer des millions de travailleurs. Ce qu'ils veulent, c'est que la bourgeoisie ne signe pas d'alliances trop étroites avec Londres et Washington. Pour le reste, pas plus que Blum, ils ne veulent pas empêcher les oppresseurs à continuer leur besogne.

« Déconvenue du côté des trusts » ? On en rirait, si l'on ne serrait pas les poings avec rage.

La BATAILLE des SALAIRES doit s'engager dans les usines

UNE étrange comédie se joue depuis un mois sur la question des salaires. Les divers actes se déroulent sans qu'il soit possible de savoir quand aura lieu le dernier baisser de rideau. Parmi les acteurs, les patrons sont les seuls qui n'aient pas varié leur rôle : nous n'acceptons pas les 25 % ont-ils annoncé depuis le premier jour et depuis ils se répètent avec obstination.

Le jeu des dirigeants staliniens et réformistes est beaucoup plus compliqué et ressemble fort aux volte-face des bouffons, affirmant, démentant et se contredisant avec maestria.

La Commission nationale des salaires n'avait pu régler le conflit. Bidault, nouveau chef du Gouvernement, fut chargé de la résoudre. Mais l'enfant chéri des sacristies qui va chercher ses ordres auprès du nouveau Conseil national du patronat français fut intraitable : 15 % dit-il, pas un sou de plus. Quelques jours plus tard, d'ailleurs, son chef de parti, le jésuite Schumann, interviewé par le *New-York Tribune* déclarait : « les 15 % seront un maximum absolu. La plupart des fonctionnaires les auront, mais les travailleurs de l'industrie privée, dont les salaires n'ont pas été gelés, devront se contenter d'augmentation inférieure ».

Puis, Monsieur Bidault qui a appris chez les curés à envelopper ses phrases ajouta : « l'augmentation supportée par l'économie nationale et les finances publiques ne devra pas dépasser les 15 % ». Son langage n'est cependant pas assez ambigu pour qu'on n'en puisse pas comprendre le sens caché : la revalorisation va se traduire non pas par une diminution des bénéfices patronaux mais par l'accroissement des charges de l'Etat et l'augmentation des prix.

Des reniements successifs

Les dirigeants staliniens, qui avaient affirmé à la réunion du Bureau politique du P. C. F. le 7 juin : « Le Bureau politique est décidé à soutenir les revendications de la C.G.T. demandant une augmentation générale de 25 % des salaires, traitements, indemnités et allocations familiales », se rétractaient et capitulaient bientôt devant les patrons et leurs agents. Le 24 juin, le Bureau politique réuni à nouveau, déclarait : « saisi de la note du président Bidault nous prenons acte de l'engagement de faire obtenir aux salariés, aux fonctionnaires et aux retraités, le bénéfice d'avantages correspondant à une charge supplémentaire de 15 % pour les finances publiques et l'économie générale ».

Les dirigeants socialistes n'eurent pas besoin de se rétracter car depuis le premier jour ils ont accepté entièrement la politique du M.R.P..

Le Bureau confédéral — où se retrouvent les mêmes hommes qu'au Bureau politique — du P.C.F. est resté ferme sur la question des 25 %, mais par contre sur les moyens à employer pour faire aboutir les revendications, Hénaff, secrétaire général de l'Union des syndicats de la région parisienne allait lui aussi se rétracter et capituler.

Le 20 juin, au cours d'une réunion des secrétaires de syndicats, il disait : « il ne faut pas attendre qu'un acord soit réalisé entre la Commission des salaires et le Gouvernement. Vous devez aller dès maintenant en délégation auprès de vos patrons pour leur demander les 25 % d'augmentation ». S'adressant aux fonctionnaires, Hénaff ajouta : l'heure est venue de passer à l'offensive et de prouver au gouvernement qu'il est possible d'accorder satisfaction aux fonctionnaires, en instituant une armée de conscription à la place d'une armée de métier, en réduisant la police, en récupérant les milliards de bénéfices illicites, en réformant la fiscalité ». Le surlendemain Hénaff démentait « formellement » ce que de nombreux syndicalistes avaient entendu de leurs oreilles.

De son côté, Capocci, secrétaire général de la Fédération des employés, réformiste notoire, que les employés des Caisses d'épargne connaissent bien puisqu'il brisa leur grève et qui fait aujourd'hui du « gauchisme » sur la question des salaires, déclarait le même jour qu'Hénaff : « les Unions départementales n'ont pas qualité pour infirmer ou dépasser les mots d'ordre confédéraux. Les adhérents doivent suivre les directives tracées par la Commission administrative et le Bureau de la C.G.T. »

Pourquoi ces capitulations ? Pourquoi ces reculs soudains ? se demandent les travailleurs.

Ils sont le résultat inévitable de la politique de collaboration de classes avec la bourgeoisie et ses hommes, suivie depuis deux ans par les dirigeants du P.S., du P.C.F. et de la C.G.T. Lorsqu'on préfère les compromis, les combines parlementaires et ministérielles à l'appel aux travailleurs et à l'action directe, il est impossible qu'il en soit autrement.

D'autre part ces démentis et ces reniements prouvent, que les dirigeants staliniens se moquent pas mal de ce que pense la base. Quand ils changent de position ils le font sans demander l'avis des travailleurs syndiqués ou des membres du Parti. Leur mépris à l'égard de ceux qu'ils prétendre défendre, est sans borne.

Que faut-il faire ?

C'est seulement par l'action, par la lutte dans les usines, les ateliers et les chantiers qu'il est possible d'imposer une revalorisation qui profite réellement aux travailleurs. Pour cela il faut déposer, auprès des patrons, les cahiers de revendications et ne pas hésiter à recourir à la grève pour obtenir satisfaction.

Il est évident qu'aucun travailleur ne peut repousser la revalorisation des 25 % proposée par la C.G.T., mais cette revalorisation est tout à fait insuffisante; d'autre part, telle qu'elle est formulée, elle ne peut qu'agrandir l'évantail entre les salaires.

— Il faut exiger que la revalorisation parte d'un *minimum vital* s'élevant pour les dernières catégories à 7.400 fr. par mois ou à 42 fr. 50 de l'heure.

— *La majoration d'une catégorie à l'autre* devra ensuite se faire automatiquement.

Michèle MESTRE.

(Lire la suite en 3e page.)

Ils regardaient avec confiance vers le balcon du C.C. du P.C.F., ne se doutant pas que quelques jours plus tard Thorez sacrifierait leurs 25 % à la reconduction du tripartisme stérile.

La VIGIE antifasciste

Comment briser les agressions fascistes

LA Vigie Antifascite de La Vérité n'a pas besoin de pousser à nouveau son cri d'alarme. Les faits crient assez fort d'eux-mêmes : les S. S. français se regroupent, les S. S. français s'organisent, s'entraînent, se font la main et s'arment aujourd'hui.

Aujourd'hui ils brûlent quelques livres marxistes, font sauter un local ouvrier, brisent quelques vitres, frappent des vendeurs prolétariens. Tout cela : ce sont les petites manœuvres traditionnelles préparant les troupes enragées du fascisme à la guerre civile.

Les travailleurs parisiens l'ont entendu ce signal d'alarme. Ils sont allés en masse à la manifestation du 20 juin, crier leur haine du fascisme et leur volonté de lui barrer la route. Mais la formidable et pacifique démonstration ouvrière suffira-t-elle à mettre fin à l'activité fébrile contre-révolutionnaire du P.R.L., de la camelote royale et des multiples formations S. S. de la réaction ?

La police républicaine suffira-t-elle à faire obstacle aux bandes fascistes, saura-t-elle interdire leur agression et protéger les locaux, les militants et les responsables ouvriers ?

Les travailleurs doivent-ils faire confiance aux affirmations du président Thorez qui, désarmant les gardes civiques républicaines en janvier 1945, déclarait : « Il y a un gouvernement, il doit y avoir une seule armée, il doit y avoir une seule police, une seule » ? Cette même armée soumise à l'Etat-Major de de Gaulle; cette même police qui, au mois de juin 1946, compte encore dans ses rangs les tortionnaires de S.P.A.C. Berteau, Bennaere, Bécard, *etc...*

Les manifestations pacifiques les plus massives n'arrêteront pas l'action criminelle des S.S. français.

La police, même « républicaine » n'arrêtera rien, quand bien même se compteraient dans ses rangs des hommes dévoués à la classe ouvrière.

Les députés socialistes et communistes n'arrêteront pas plus que leur collègues du Reichstag de 1933 la vague sauvage des tueurs S.S. et S.A.

Le seul véritable rempart des libertés démocratiques : c'est le peuple en armes, c'est la classe ouvrière en armes, c'est la classe ouvrière organisée dans ses formations de combat sous son propre contrôle démocratique.

Dans les syndicats doivent se constituer des groupes d'auto-défense. *Les anciens combattants des Milices patriotiques et des G.C.R. peuvent en former immédiatement. Les jeunes travailleurs qui, chaque semaine, livrent bataille aux troupes bien nourries des J.P.R.L. pour imposer la vente de leur presse doivent inscrire au programme du Front Laïque de la Jeunesse Antifasciste* la constitution d'une jeune Garde. *Dans cette Jeune Garde se poursuivra la véritable préparation militaire que doit recevoir tout jeune travailleur, mais cette fois non plus sous le contrôle des officiers du 18 juin, non plus pour la cause sanglante de l'impérialisme français, mais pour la cause sacrée du prolétariat et la défense des libertés démocratiques.*

Les glorieux combattants des Brigades internationales, les anciens F.T.P., F.F.I., maquisards doivent mettre leur science militaire au service des groupes d'auto-défense ouvrière, de toutes les formations de combat antifascistes, constituer les cadres instructeurs de la jeunesse travailleuse et des centaines de milliers de travailleurs qui répliquèrent à l'agression fasciste du 18 juin.

Le président Thorez a trompé les travailleurs en leur promettant que la police du général et son armée étaient le seul rempart des libertés démocratiques et les artisans de l'épuration.

L'Agression du 18 juin et toute l'activité fasciste en recrudescence en sont la preuve irréfutable.

La manifestation monstre du 18 juin doit être la préface à la réorganisation militaire du prolétariat pour la défense de ses droits et de ses libertés..

BIKINI

Premier acte de la "prochaine dernière"

Pour extraire l'uranium, construire les bombes, équiper les avions robots, les états-majors militaires ont encore besoin des savants, des travailleurs et des soldats. Aussi devant l'inquiétude suscitée dans l'opinion publique mondiale par les perspectives terrifiantes que l'expérience de Bikini ouvre au monde civilisé, les généraux s'efforcent-ils de minimiser le danger : « Le rayon de destruction de la bombe peut être évalué à environ 10 kilomètres. Tracez des circonférences de ce rayon sur la carte d'un continent, elles vous paraîtront minuscules », déclare l'amiral Namy au reporter du *Figaro*.

Mais qui peut oublier qu'il s'agit aujourd'hui d'une simple expérience effectuée avec une seule bombe ? Qui peut oublier l'existence d'un stock de mille cinq cents bombes atomiques aux Etats-Unis, avoué il y a déjà deux mois ? Une seule bombe sur Hiroshima, et plus de cent cinquante mille personnes ont été carbonisées. Une seule bombe sur Nagasaki, et toute une ville a été réduite en cendres.

Les diplomates, eux, feignent d'ignorer le danger.

En réalité, la menace atomique plane sur les délibérations des Quatre à Paris. Les dernières concessions de Molotov ne sont pas totalement étrangères aux manœuvres du Pacifique ; elles sont, pour une part, le reflet du retard de l'Union soviétique dans la fabrication de bombes à l'uranium.

La presse bourgeoise se voit amenée à son tour à rompre le silence honteux de ceux qui préparent une nouvelle guerre sous le prétexte de bâtir une paix durable.

« Quelques projectiles à l'uranium, écrit *le Figaro* du 23 juin, peuvent modifier les rapports des peuples plus profondément que tous les échafaudages des diplomates à la Conférence de Paris. » *Combat* va même plus loin : « Au Luxembourg, on ne peut aboutir qu'à des cotes mal taillées, à des solutions provisoires ; à New-York, la Commission atomique détient la clé d'une véritable collaboration internationale et d'une paix durable. »

La paix des cimetières, sans nul doute !

Utopie du contrôle par l'O.N.U.

En réalité, la Commission de contrôle de l'énergie atomique est elle-même bien impuissante. L'impérialisme américain est le seul à détenir véritablement la clé de la situation avec la possession du secret atomique et des stocks de bombes.

M. Baruch propose bien, au nom de son gouvernement, de livrer les engins de mort à l'O.N.U., mais son objectif est d'obtenir en compensation le droit pour les capitalistes yankees, baptisés inspecteurs pour la circonstance, d'aller espionner en U.R.S.S., de constituer les points d'appui dans le « glacis » et préparer ainsi l'offensive des impérialistes contre l'Union soviétique. En exigeant de l'U.R.S.S., comme seconde condition, l'abandon de son droit de veto, il espère mettre l'U.R.S.S. à la merci des décisions de l'O.N.U. dans sa majorité dévouée à ses bailleurs de fonds américains.

Aussi Gromyko, au nom du Kremlin, a-t-il refusé catégoriquement de tomber dans le piège, et il a demandé la destruction pure et simple des bombes existantes.

Nul ne peut ignorer cependant que l'Histoire a abondamment prouvé l'utopie d'un tel projet de désarmement. Seuls les petits bourgeois pacifistes peuvent se satisfaire de semblables déclarations.

Au lendemain même du discours de Baruch, la presse américaine nous apprend que le gouvernement des U.S.A. cède une des trois usines atomiques à l'un des plus grands trusts américains, *la General Electric Company*. D'autre part, le budget militaire proposé au vote de la Chambre des représentants dépasse le chiffre impressionnant de 7 milliards de dollars (onze fois plus que le crédit consenti à Blum), dont une grande part consacrée au développement des armes chimiques et atomiques.

Par ailleurs, l'amiral Lemonnier avouait récemment que « tout contrôle efficace est impossible ». En admettant même que les usines cessent de fonctionner, les bombes existant actuellement, vu leur faible volume (celle de Bikini est plus petite qu'une bombe ordinaire de 100 kilos) peuvent très facilement échapper à toute investigation des contrôleurs.

Enfin, qui pourrait croire qu'à l'heure où les antagonismes entre les Grands vont en s'exacerbant, l'impérialisme yankee accepte de se déposséder de l'arme à laquelle il doit sa supériorité militaire.

Ainsi donc ce ne sont pas les hypocrites appels aux sentiments humanitaires des chefs d'Etat qui peuvent éviter le danger d'une guerre destructive sans précédent.

Ce sont les travailleurs eux-mêmes !

(Lire la suite en page 3.)

Des assassins du S.P.A.C. encore en LIBERTE !

Tandis que le procès du S.P.A.C. continue son train-train, tous les jours des nouvelles scandaleuses soulèvent l'indignation des militants ouvriers qui ont lutté sous l'occupation. Ainsi un certain nombre d'accusés qui avaient été mis en liberté provisoire n'ont été arrêtés que le jour du procès !

A la barre des témoins, les dépositions dépeignent les crimes de ces assassins : « C'est vous qui avez assassiné mon petit », déclare une mère. Un autre témoin affirme : « Vous m'avez dit que si je ne voulais pas avouer vous violeriez ma femme sous mes yeux. »

Et après cela les accusés allèguent le double jeu.

Certains d'entre eux sont encore membres de la Police... résistante, bien entendu.

Marguerite Baget qui a été elle aussi, torturée par le S. P. A. C., a relaté la semaine dernière dans *La Vérité* comment Marcel Widelin fut arrêté. J'apporte aujourd'hui de nouvelles précisions car j'ai eu l'occasion de voir Marcel Wdelin agonisant.

Le 22 juillet 1944, les gardes du bois de Vincennes retrouvaient le corps de Marcel Widelin mourant, des balles dans la tête, dans la poitrine, dans les jambes, roué de coups. Transporté à l'hôpital Fondation-Rotschild, 15, rue Santerre, au pavillon de chirurgie du docteur Hertz, il fut soigné par le docteur Perel. Il est dans un état très grave et a une petite chance d'être sauvé, me déclara ce docteur que je vis.

Mais immédiatement, la Gestapo était prévenue par les docteurs Marcovici et Brucker qui, aujourd'hui, sont encore en liberté. Ils avaient spécialement été relâchés de Drancy pour faire ce travail de mouchard : prévenir la Gestapo dans le cas où ses victimes ne mourraient pas, pour les achever. Ils désignaient parmi les internés malades ceux qui étaient bons pour retourner à Drancy via les bagnes nazis. Arrêtés à la libération par les F.F.I. du 12e, ils ont été relâchés deux ou trois mois après et leur jugement a été étouffé.

Les hommes de la Gestapo sont revenus chercher Marcel Widelin. rent-ils. Depuis je n'ai plus rien «Nous l'emmenons à la Pitié», disu de Marcel Widelin, dirigeant du groupe allemand de la 4e Internationale.

C'est la Gestapo qui l'a achevé, mais ce sont les S.S. français du S.P.A.C. qui lui ont fait subir les tortures les plus atroces.

Contre eux, nous demandons justice.

Pierre GALLETTI.

"On dénazifie" l'ALLEMAGNE

Un correspondant britannique nous informe que 5.000 prisonniers antifascistes allemands en voie de rapatriement des U.S.A. vers l'Allemagne ont été internés à nouveau en Angleterre. A leur place, 5.000 nazis, prisonniers, ont été embarqués à destination de l'Allemagne.

Sans doute pour grossir les effectifs du parti de von Ostau, nazi depuis 1931 et qui vient d'obtenir la légalisation d'un parti anticommuniste dont il est le chef dans la zone britannique.

LE PLENUM

du nouveau Comité exécutif de la quatrième internationale

LA première session du nouveau Comité exécutif international élu à la Conférence internationale d'avril 1946 s'est tenue en juin 1946.

A l'ordre du jour de ses travaux se trouvaient les questions suivantes :

a) Rapport sur l'activité du secrétariat international;

b) Non-unification du S.W.P. (Socialist Workers Party) et du W. P. (Workers Party) aux Etats-Unis.

c) Examen critique de la position prise par la section française dans le referendum du 5 mai 1946;

d) Tactique de la section anglaise envers le Labour Party;

f) Rapport sur la réorganisation de la section allemande;

g) Questions diverses.

Le C.E.I. a approuvé à l'unanimité le rapport du S.I. concernant son activité.

Sur la question de l'unification entre le S.W.P. et le W.P., la résolution adoptée par le C.E.I. insiste sur la nécessité d'une discussion préalable entre les deux organisations afin de clarifier les divergences et de vérifier le degré d'accord pouvant exister entre l'orientation défendue par le W.P. et celle définie par le S.W.P. et l'Internationale. Le C.E.I. a été unanime à condamner les scissions ou les invitations à la scission qui ont été effectuées à propos de cette question.

Quant au referendum français, le C.E.I. a rejeté les arguments apportés par la majorité qui s'était formée au sein du comité central du P.C.I. pour répondre « oui » et a caractérisé cette déviation comme étant de nature opportuniste.

En ce qui concerne la tactique de notre section anglaise envers le Labour Party, le C.E.I., après un premier débat, a conseillé d'orienter l'essentiel de notre travail en Angleterre en direction du Labour Party.

Un premier rapport fut présenté sur la situation actuelle en Allemagne et sur les premiers efforts réalisés en vue de réorganiser notre section allemande.

En outre, le C.E.I. a adopté une importante résolution qui tire les conclusions de l'échec de la première conférence des Quatre à Paris, de l'occupation militaire prolongée de l'Europe et de l'impasse dans laquelle le monde est conduit par la politique des impérialistes et de la bureaucratie soviétique.

Cette résolution stipule que la IVe Internationale intensifiera sa lutte pour un retrait général des troupes, y compris des troupes soviétiques, de tous les territoires occupés de l'Europe et des colonies, et pour le droit de chaque peuple à disposer librement de lui-même.

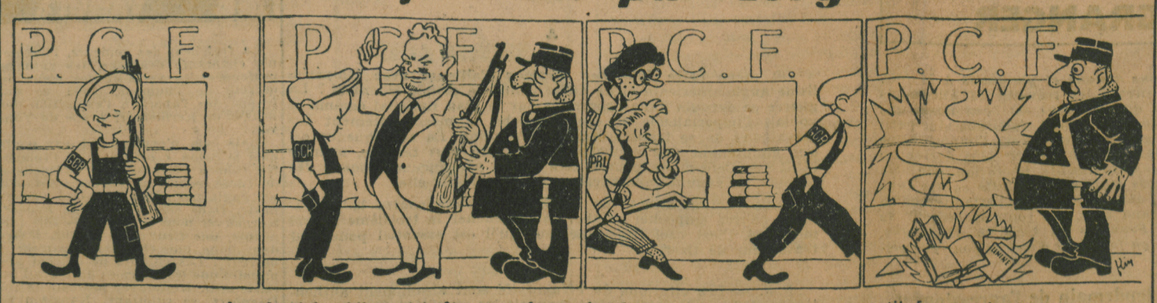
Ayant envisagé les problèmes relatifs à la préparation du prochain congrès mondial de la IVe Internationale, le C.E.I. a décidé d'en préparer sa convocation pour l'année 1947, et de déclarer ouverte, dès maintenant, la discussion préparatoire de ce congrès sur la base de la résolution adoptée par la conférence d'avril 1946 et de la résolution ci-dessus mentionnée relative au retrait de toutes les troupes d'occupation.

Juin 1946,

Le Secrétariat international.

D'août 1944 au 18 juin 1946

en passant par Ivry



« La sécurité publique doit être assurée par les forces régulières de police constituées à cet effet. Les gardes civiques républicaines et, d'une façon générale, tous les groupes armés irréguliers ne doivent pas être maintenus plus longtemps. »

Maurice THOREZ. Ivry, 24 janvier 1945.

LA CALOMNIE gangrène du Mouvement ouvrier

LA calomnie n'est pas une nouveauté dans l'Histoire. De tout temps, les révolutionnaires, vrais défenseurs des intérêts des masses, ont été calomniés par les classes décadentes cramponnées au pouvoir et par les renégats passés à leur service. Que ce soient Robespierre, Babeuf ou les communards, que ce soient Lénine ou Trotsky, ils furent, en leur temps, attaqués avec cette arme empoisonnée, accusés d'être au service de l'étranger parce qu'ils refusaient de ramper devant les maîtres de l'intérieur.

Les bureaucrates du P. C. F. ne font pas exception. Ils ont, au contraire, perfectionné leur système au point que leur violence antitrotskyste devient un véritable thermomètre de leur propre politique : chaque nouvelle capitulation est précédée d'une nouvelle campagne antitrotskyste, chaque coup de poignard dans le dos de la classe ouvrière est orchestré d'une nouvelle bordée d'injures contre notre parti.

Après le « Tout pour la guerre », les dirigeants staliniens veulent imposer de nouveaux sacrifices aux travailleurs sous le drapeau de « Produire d'abord »... En prison, les trotskystes Prager, Felzen, Righetti, Brunet, Lefebvre !

Avec les élections, tournant brusque sur la question des salaires, puis le C. C. du P. C. F. précise sa revendication : 25 %. C'est dérisoire, mais ça c'est juré : il n'en démordra pas... Quelques jours plus tard, Thorez et Duclos acceptent 15 % pour avoir le droit de continuer avec M. Bidault la coalition tripartite. Jamais la trahison n'a été aussi évidente. Jamais, par conséquent, la campagne antitrotskyste n'a connu une telle ampleur. Le camarade Frank et les sept métallos de sa liste sont traités d'aventuriers et d'agents de M. Le Troquer (!). Le même tract, diffusé par les soins de Fajon et Cie, affirme que le P. C. I. N'EXISTE PAS. C'est là que se montre le bout de l'oreille ! Fajon tient à mettre dans la tête de ses électeurs, et surtout des ouvriers de la base de son parti, qu'il n'existe rien à la gauche du P. C. F., sinon « un ramassis d'aventuriers vendus à Hitler, au mikado, à Truman, au P. R. L., à Le Troquer, à Bidault et au diable ».

A Clermont-Ferrand, le journal local stalinien qualifie d'hitlérien le camarade Gérard Bloch, déporté dans les bagnes nazis.

Forts de leur mauvaise foi, les calomniateurs refusent obstinément de porter leurs preuves devant un jury d'honneur ouvrier. Pris en flagrant délit de mensonge, ils se dérobent et forment de nouveaux mensonges.

C'est pourquoi le bureau politique du P. C. I. a pris la décision d'utiliser la seule tribune où nous pourrons les sommer de se justifier : les tribunaux bourgeois. L'action sera poursuivie jusqu'au bout.

Chaque fois, la répression bourgeoise a été guidée par des mouchards staliniens : les Quittet, les Delbarre de chez Amiot, à Colombes, les Bossus et Cie, ou par la provocatrice Flageolet qui, dans une réunion publique du 13e, accusait notre camarade Beaufrère d'avoir livré trente résistants à la Gestapo. A Bordeaux, c'est encore le journal stalinien « La Victoire » qui traitait notre camarade J.-R. Chauvin d'agent de la Gestapo. Dans tous les cas où il y a eu procès, les calomniateurs ont été confondus. La « Victoire » a été condamnée à l'insertion du jugement, les accusateurs de Lapou à 5.000 francs d'amende par le tribunal de Versailles.

Ces jugements sans équivoque ne ralentissent pas leur zèle, car c'est le propre des faussaires de devoir toujours se renouveler, de se faire toujours plus immondes chaque fois qu'ils sont démasqués.

Pendant la campagne électorale, l'influence et la popularité croissante de notre parti ont obligé les chefs staliniens à calomnier à visage découvert. Mais surtout la situation politique les poussait invinciblement dans cette voie. Deux ans de collaboration de classes, de blocage des salaires, de complicité avec les capitalistes affameurs, provoquent une crise profonde dans les rangs du P. C. F. Les communistes les plus conscients se tournent vers le nouveau parti révolutionnaire.

Nous chasserons le gangstérisme du mouvement ouvrier. Si la justice bourgeoise peut être utilisée dans ce sens, ce serait une faiblesse impardonnable de s'y refuser. C'est la santé et l'avenir du prolétariat qui sont en jeu.

TANGUY.

On nous écrit

STUPEFACTION !

LOUIS LYON, de Saint-Jean-de-Maurienne, nous adresse cette lettre :

« Dans le « Travailleur alpin », organe du P.C.F., du 23 mai, deuxième page, j'apprends être un agent des trusts et m'être infiltré dans les rangs du P.C.F. pour soutenir la thèse de la guerre civile, ceci écrit par le camarade Mudry, principal soutien des gauches. Crois-tu défendre, camarade Mudry, l'intérêt de ton parti par des calomnies semblables ? Il aurait été logique, tout d'abord, de me signifier mon exclusion, chose que vous n'avez pas faite, et pour cause, l'ensemble des militants de la base s'étant refusé à la voter.

» Vous avez été contraint même à dissoudre la cellule à laquelle j'appartenais, où de vieux militants ont connu les camps de concentration pour ne plus voir régner à nouveau le régime capitaliste.

» Vous m'accusez d'être trotskyste, parce que je défends l'échelle mobile des salaires, le contrôle ouvrier à la production. Parce que je reste internationaliste, je tends la main, par-dessus les frontières, aux travailleurs des autres nations qui, exploités comme nous, n'ont aucun intérêt à s'entretuer pour le profit des marchands de canons... »

LEÇON D'UN VOTE

MARCEL PERRIER, ex-membre du P.C.F., conseiller municipal de Bouchet (Drôme), nous a adressé une longue lettre que nous nous excusons de publier avec quelque retard.

Tirant les leçons du référendum, Marcel Perrier écrit :

« En octobre dernier, les candidats des partis ouvriers nous avaient fait de belles promesses, et, hélas ! le peuple de France constate avec une triste amertume que rien n'a été changé et que son sort ne s'est pas amélioré, bien au contraire.

» Pourquoi cela ? Parce que les dirigeants des deux grands partis ouvriers, socialiste et communiste, ainsi que ceux de la C.G.T. ont collaboré au gouvernement avec le M.R.P. et les Pleven et consorts... qu'ils ont appelé les ouvriers à produire davantage, soi-disant pour sauver notre pays, alors que le seul bénéficiaire était le patronat français, et cela avant de revendiquer des salaires correspondant au coût de la vie, et aussi parce qu'ils n'ont pas amélioré notre ravitaillement par des mesures énergiques contre les saboteurs et les gros trafiquants du marché noir...

» C'est pour cela que le peuple est déçu, et il le serait à moins. Quoi d'étonnant à ce qu'il devienne une proie facile au fascisme qui a le beau jeu de la critique mais qui serait bien en peine d'apporter une solution à cet état de choses.

» La solution à tous ces maux est pourtant facile : c'est l'union des travailleurs sur un programme revendicatif, c'est la lutte « classe contre classe ».

« LA VERITE » ARME DE COMBAT CONTRE LE P.R.L.

C'est un jeune de 17 ans, L. ALIVEN, de Toraméarc'h (Finistère), qui nous l'écrit :

« Camarades. Depuis quelques semaines je prends la « Vérité ». C'est grâce à votre journal que je me suis décidé à faire, dans ma paroisse, une contradiction contre le P.R.L.. Ce parti fasciste avait organisé une réunion à Plouider, après la grand'messe. Les orateurs étaient deux candidats députés. Je les ai tellement mis en colère qu'ils ne savaient que dire après ma contradiction. Pour bien le prouver, j'ai montré un article d'un journal P.R.L. qui disait que l'Espagne avait une politique dix fois plus libérale que la nôtre.

» Quoique étant le seul trotskyste de ma paroisse (quatre staliniens), j'ai été quand même applaudi par la foule à la fin de mon discours...

» Je n'hésite pas à dire que c'est le parti communiste internationaliste qui est le meilleur défenseur des intérêts des travailleurs et surtout du prolétariat.

» Salutations communistes. »

VOTRE ENQUETE SUR LE D.G.E.R. TRES BIEN !

C'est ce que nous écrit un correspondant de Paris, du 14e :

« Chers camarades,

« C'est avec toujours plus de plaisir que je lis le journal qui, demain, je l'espère, sera le journal de toute la classe ouvrière. Quel dommage qu'il ne soit pas quotidien : une semaine sans la « Vérité », c'est long !...

» Votre enquête sur la D.G.E.R., très bien ! J'ai connu des hommes ayant approché Dewavrin pendant la guerre, à Londres. Ils le considèrent comme un véritable bandit. Vidocq, l'appelaient-ils...

» Salutations communistes. »

Lecteurs de « **LA VERITE** »
demandez que votre journal soit exposé en bonne place
chez votre marchand habituel.

Pointes Rouges

Entre « premiers résistants ».

Le général Mikhaïlovitch est un grand général... et le « premier insurgé de l'Europe », comme il dit.

Mais, aujourd'hui, il doit rendre des comptes. Ses crimes ont été un peu trop voyants ; avec l'appui de Churchill, il avait organisé toute une armée pour exterminer les « terroristes » de Tito. Ça c'était du travail de maître.

Aussi le « premier résistant de France », qui n'avait qu'une petite D.G.E.R. pour mener la lutte anticommuniste au sein de la Résistance, ne lui a pas caché son admiration... et le 2 février 1943, de Gaulle décorait Mikhaïlovitch de la croix de guerre avec palme.

Un comble !

L'Humanité du 23-6-46, à propos du procès du S. P. A. C., écrit très justement :

On apprend que bien des bourreaux continuent à exercer leurs « fonctions » de policiers... Bennaère, toujours inspecteur à la police judiciaire dans le 18e arrondissement ; Bécard, inspecteur de la police d'Etat, et Berteau, également maintenu à la police d'Etat de Seine-et-Oise.

Les mots manquent pour exprimer l'indignation que soulèvent d'aussi scandaleuses mesures de mansuétude. »

D'autre part, le Populaire, de la même date, cite l'intervention du commissaire du gouvernement Lambert :

« — Je dois dire que je reçois, venant de la Commission d'épuration de la préfecture de police, des demandes de classement concernant des accusés contre lesquels pèsent des charges écrasantes ! »

Nous posons la question : qui est président de la Commission d'épuration de la Police ? Ne serait-ce pas l'ancien cheminot AIRAUD, qui a maintenant le grade de sous-préfet, et qui est un membre très influent du P. C. F. ?

Un comble ! comme titrait l'Huma !

Plus résistants que jamais !

La Vie Financière, organe de ces Messieurs de la Bourse, donne chaque jour le bulletin de santé de la Finance. Samedi 22 juin, le lendemain de la manifestation contre la première agression fasciste à Paris, il titre ainsi : « Le Marché Financier, séance du vendredi 21 Juin 1946. RESISTANT ET ACTIF ! ».

Pour la résistance, depuis que de Gaulle à Bayeux a déposé sa candidature au rôle de Napoléon IV, on en est plus que jamais. La Résistance aux 25 %, naturellement.

Dans la même charrette

La lecture du Journal Officiel est quelquefois l'occasion de belles rigolades.

Celui du 21 juin 1946 par exemple, qui donne une liste des nouveaux promus dans l'ordre de la Légion d'honneur.

En bonne place on trouve :

Le colonel Dewawrin ! Oui, le colonel Passy, l'homme de la D.G.E.R., lui-même.

Et peut-être pas très fier de ce voisinage qui permet de juger à sa valeur l'ordre du ruban rouge :

Le général Joinville (P.C.F.),
Pierre Villon (P.C.F.),
Léon Jouhaux,
Pierre Naegelen (S.F.I.O.),
Et aussi J.-L. Vigier, de l'Epoque.

A LA CONSTITUANTE
"Tandis que le peuple s'impatiente"

UNE séance comme les autres, celle du 19 juin, à la Constituante, mais qui donne la clé des négociations gouvernementales et de tout le travail des nouveaux constituants.

La séance s'ouvrit sur le discours de Vincent Auriol. Il commença par dire que sa réélection, à l'unanimité, à la présidence de l'Assemblée signifiait que ses « chers collègues » (des communistes au P. R. L.) se prononçaient « pour l'esprit de conciliation ». Vincent Auriol enchaîna sans perdre de temps que cet esprit de conciliation devait se manifester dans la confection de la Constitution. Il s'agit en l'espèce de trouver des termes capables de concilier les partisans du Sénat, du président tout-puissant, etc., et ceux qui affirment en paroles leur opposition à ces vues réactionnaires.

Et puis, ce fut le troisième thème oratoire d'Auriol (vite un gouvernement) : « Nous vivons une époque où le peuple domine difficilement sa propre impatience », dit-il. D'où il conclut qu'il faut un gouvernement qui unisse la réaction et les élus des travailleurs. Comme si ce n'était pas justement les tristes résultats de collaboration et de tripartisme qui impatientent le peuple travailleur ! Ses bas salaires, ses privations, les profits scandaleux des capitalistes : voilà ce qui cause la juste impatience du peuple. Et tous ces discours d'union, ces discours qui sont de ceux qu'on a immédiatement envie d'interrompre en disant : « Du pain et pas de beaux discours ! », ces discours

de distribution des prix et qui n'empêchent pas les prix de monter, ces discours ne calmeront pas cette impatience.

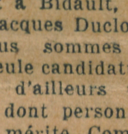
Félix Gouin n'oublie jamais les anniversaires

Mais, quand Auriol eut terminé, on n'avait encore rien entendu. Car Gouin monta à la tribune. Gouin n'avait pas mis son calendrier à jour. Il fit un discours sur le 18 juin. Comme si rien ne s'était passé la veille, comme s'il n'avait pas entendu parler de l'attentat fasciste contre la maison du P. C. au cours de la nuit, comme s'il ne savait pas que de Gaulle avait réclamé la veille — dans SA manifestation — l'Etat fort et le gouvernement à poigne, Gouin fit un grand éloge du général. Dans le meilleur style des comices agricoles : la flamme de la liberté sur le front de la patrie, etc.

C'est après cette belle manifestation d'éloquence creuse, dans cette atmosphère de farce, que Bidault fut élu. Au fond, tout le monde est d'accord. Voilà le thème commun à *tous* les partis, qui, présenté d'abord par Auriol et Gouin, revint dans toutes les explications de vote.

« Un homme très sympathique »

Jacques Duclos avait à justifier son parti de deux côtés. Du côté de la bourgeoisie et du côté des travailleurs. « Situation très difficile pour la France, du point de vue intérieur et du point de vue extérieur », commença-t-il. Et il ajouta presque aussitôt : « En républicains conséquents, nous nous inclinons. » Comme Cachin l'avait annoncé une semaine plus tôt, Duclos justifia les concessions au sujet de la Constitution : « Nous voulons bien faire de la deuxième Assemblée une Chambre de réflexion... Nous sommes d'accord pour que le président de la République ne soit pas un fantoche. » Malgré toutes les restrictions sur les limites de ses concessions, le parti communiste devra lâcher bribe par bribe la « souveraineté populaire », ou ce qu'il en reste, à la réaction. Rien d'étonnant à ce que le M. R. P. ait applaudi l'annonce de ces concessions.



Quant à Bidault, voici ce qu'en pense Jacques Duclos :

« Nous sommes en présence d'une seule candidature : celle d'un homme d'ailleurs très sympathique et dont personne ne songe à nier le mérite. Comme je l'ai déjà dit, ce n'est pas à cette candidature que nous avions pensé ; nous croyions que nous serions amenés à renouveler notre vote de janvier, quitte au président du gouvernement d'arranger les choses. »

Les rires qui accueillirent cette déclaration n'étaient pas trop déplacés. Il y a de quoi rire sur les bancs de la droite — rire de contentement — quand on voit les élus des travailleurs se demander, au moment d'élire un chef d'Etat, si c'est un homme sympathique. Et affirmer qu'il l'est, bien qu'il soit l'homme de la réaction.

Après une allusion à l'attentat du 18 juin contre le P. C., Jacques Duclos se justifia du côté des travailleurs en disant qu'il s'abstiendrait avec « le sentiment de faire passer avant toute autre considération l'intérêt supérieur de la France et de la République ».

La comédie du tripartisme continue

Les communistes commencent par dire entre eux : « Unité socialiste-communiste. » Puis ils proposent la reconduction du tripartisme, formule Gouin. Ensuite, ils ne votent pas contre Bidault « dans l'intérêt supérieur de la France », en réalité pour pouvoir entrer dans un gouvernement Bidault. Enfin, ils reprennent les revendications de la C. G. T., qu'ils laissent tomber pour collaborer au pouvoir avec le M. R. P. et sous sa direction. La comédie qui se joue au Palais-Bourbon continue au gouvernement.

Les socialistes font la même chose et depuis plus longtemps encore. « On lutte contre le fascisme en assurant aux travailleurs un pouvoir d'achat et un niveau de vie tels que la liberté ne puisse pas être considérée par eux comme un vain mot », disait Edouard Depreux le 19 juin. Mais le parti socialiste n'a même pas fait siennes les revendications de la C. G. T. Il court au-devant des arguments des patrons pour refuser les augmentations de salaires, l'échelle mobile des salaires et le contrôle ouvrier sur la production.

Cette comédie, de toute façon, finira mal pour ceux qui la jouent. Mais il faut qu'elle finisse au profit des travailleurs.

Max GEOFFROY.

La D. G. E. R. c'est de Gaulle (VI)

UN VASTE COMPLOT contre les libertés ouvrières

S'il faut en croire un journal du matin, le colonel de Wavrin, dit Passy, va sous peu se retrouver en liberté. Les soixante jours d'arrêt de rigueur ou de forteresse dont il aurait été gratifié prendrait fin le 6 juillet. En attendant, ce cagoulard, qui a plus d'un cadavre F. T. P. sur la conscience et sur lequel pèsent les plus graves accusations, vient d'être élevé à la dignité d'officier de la Légion d'honneur au titre de résistant. Il faut croire qu'on n'est pas si mécontent que cela de la besogne antiouvrière qui a été la sienne jusqu'ici et qu'on entend l'encourager dans cette voie.

Le trésor de guerre clandestin de Passy

Selon les « milieux bien informés » une décision du gouvernement pourrait intervenir dans la semaine dans cette affaire. Quelle décision contre Passy peut bien prendre cette semaine un gouvernement qui, la semaine précédente, l'a décoré de la Légion d'honneur ? Que va-t-on retenir contre l'ancien chef de la D.G.E.R. ? Un « trou » dans la trésorerie de 30 à 40 millions ? Quelle plaisanterie. Que de bruit pour si peu de choses. En réalité, on parle de ces 30 millions pour ne pas avoir à parler de la véritable affaire Passy. On veut étouffer cette affaire comme on a étouffé à la veille de la guerre l'affaire de la Cagoule.

De quoi s'agit-il, en réalité ? En dépit de toutes les dénonciations dont Passy était l'objet, de Gaulle le conserva à son service à la tête de la D.G.E.R., puis de la S.D.E.C.E. qui, ne l'oublions pas, dépendent de la présidence du gouvernement. Après le départ de de Gaulle, Gouin renvoya Passy et le remplaça par le député socialiste Ribière. Il va sans dire qu'en homme avisé, Passy avait prévu de longue date l'éventualité de son renvoi et pris ses précautions. Il ne considérait pas que sa tâche fût terminée pour autant ; bien au contraire. Au surplus, il considérait la D.G.E.R. comme son œuvre personnelle, et lors d'une crise précédente il s'est laissé aller jusqu'à dire qu'il ne partirait pas sans les précieux fichiers et que tout son personnel le suivrait.

Que pour poursuivre sa besogne, Passy se soit constitué un fonds de guerre clandestin, il n'y a pas de doute à cela. Mais ce n'est pas à 30 ou 40 millions qu'il s'élève, mais à des centaines de millions, à près d'un milliard. C'est qu'en réalité la D.G.E.R. ne disposait pas seulement des fonds votés par l'Assemblée consultative et la Constituante. Il y a tout d'abord les fonds que le gouvernement provisoire de Londres, puis d'Alger, destinait à la Résistance et que la D.G.E.R. était chargée de répartir. La D.G.E.R. avait ensuite toutes les facilités (avions, valises diplomatiques, etc.) pour pratiquer sur une grande échelle la spéculation sur les monnaies étrangères. De même, étant dans les secrets de l'Etat, la dévaluation de décembre 1945 était d'un bon rapport. Puis il y eut l'échange des anciens billets de banque qui permit également des affaires fructueuses. Enfin, il y a les prélèvements opérés sur les biens des collaborateurs ou sur les fortunes de personnes compromises à divers titres.

Il est bien clair qu'il est difficile au gouvernement d'avouer tous ces trafics sans se compromettre lui-même. Alors mieux vaut minimiser l'affaire Passy en attendant de pouvoir passer l'éponge.

Les rencontres de Passy

Faut-il vraiment attribuer l'arrestation de Passy à cette affaire de détournements seulement ? Ce n'est pas démontré. L'arrestation eut lieu, on s'en souvient, la veille du referendum sur la constitution. Or, suivant certains, il y eut des préparatifs de coup d'Etat et de troubles à ce moment, pour le cas où une majorité de « oui » se serait dégagée.

Enfin, Passy déploya une grande activité depuis son congédiement. Il voyagea beaucoup, en particulier. Il séjourna pendant plusieurs semaines en Suisse. On dit qu'il y rencontra des représentants du parti néo-fasciste italien, l'Uomo Qualunque et des émissaires de la Phalange espagnole.

Tous ces faits ne sont pas étrangers, peut-être, à l'arrestation de Passy. En tous cas, si l'on voulait réellement instruire l'affaire Passy, c'est peut-être de ce côté qu'on ferait bien d'enquêter.

Mais, bien entendu, l'enquête officielle ne commettra pas une telle indiscrétion. Il est devenu de tradition dans ce pays de ménager les cagoulards. De plus, il n'y a pas, à vrai dire, d'affaire Passy. Passy et sa D.G.E.R. ont toujours été aux ordres de de Gaulle. Si le général les a protégés, couvert sans cesse, cela ne peut être que parce qu'ils agissaient conformément à ses désirs et à sa ligne politique. Et c'est pourquoi nous disons : la D.G.E.R., c'est de Gaulle. Ses crimes, ses exactions, c'est de Gaulle qui en est responsable, car sans lui, Passy ne serait rien.

Ajoutons que les actes de la D. G. E. R. nous paraissent éclairer mieux la nature de la politique de de Gaulle que ses discours à la radio de Londres. Que ceux qui veulent s'en tenir aux paroles et aux promesses s'y tiennent. Nous préférons, nous, nous en tenir aux actes commis.

Sa fonction, de Gaulle vient de la définir lui-même à Bayeux où il s'est fait gloire d'avoir restauré l'Etat capitaliste.

On remarqua à cette occasion, dans l'entourage du général, Mme de Wavrin qui remplaçait son mari, le colonel Passy.

Restaurer l'Etat capitaliste, cela comportait obligatoirement de laisser démunies, sans armes, les F. T. P., les milices d'usines, tous les éléments populaires de la Résistance. Cela comportait le sabotage de l'épuration qui risquait d'entamer sérieusement les cadres de la bourgeoisie et ses hommes de main. Cela comportait de travailler davantage et de gagner moins pour que l'impérialisme français retrouve sa « grandeur » perdue à jamais. Cela comportait les massacres en Algérie et la guerre de reconquête en Indochine. Tout cela est bien loin de la « libération » que rêvaient les travailleurs dans leurs usines, dans les maquis ou dans les camps de concentration.

Et déjà l'apprenti-Bonaparte de Gaulle pose sa candidature pour la dictature. Au train où l'on va, le cycle sera bientôt comblé. Nous nous retrouverons au régime de Vichy avec un maréchal à deux étoiles. C'est le régime auquel de Gaulle a donné sa préférence depuis 1941 comme en témoignent les citations que nous avons déjà produites ici. Voilà la véritable « affaire Passy ». C'est le complot gaulliste perpétré depuis 1940 contre les libertés ouvrières qui visait depuis le début à empêcher que la « libération » fût la libération de tout le joug capitaliste.

Albert RENARD.

L'exclusion de la J.C.I. soulève des protestations

NON ! CALOMNIATEURS NOUS NE CEDERONS PAS

Décidément, les choses ne se passent pas comme l'auraient désiré les représentants de l'U.J.R.F.

De tous côtés partent des protestations contre l'exclusion de la Jeunesse Communiste Internationaliste du Front Laïque de la Jeunesse Antifasciste.

Il ne s'agit pas seulement de sympathisants, mais aussi, et surtout, de camarades qui pensent, à juste titre, que la décision (?!) prise à l'égard de la J.C.I. est contraire aux règles les plus élémentaires de la démocratie prolétarienne.

Au lieu de l'isolement de pestiféré dans lequel l'U.J.R.F. voulait plonger la J. C. I., aujourd'hui une sympathie grandissante entoure notre jeune organisation.

A tous ses amis, la J.C.I. demande d'intervenir pour aboutir aux résultats suivants :

1° Formation d'un jury d'honneur auquel l'U.J.R.F. fournira les « preuves » des calomnies lancées contre nous;

2° Participation de la J.C.I. au Front laïque de la Jeunesse Antifasciste.

En attendant que l'U. J. R. F. veuille bien « s'expliquer », nous ne pouvons accepter la décision dictée par les calomniateurs et acceptée par les J.S. ou plutôt leur représentant Dunoyer, sans autre excuse que celle-ci :

« L'U. J. R. F. tape du poing sur la table, nous nous inclinons. »

Il faudra bien que les associations participantes cessent de se réfugier derrière les soi-disant décisions prises par l'U.J.R.F. et la J.S. et qui n'ont été soumises à aucune assemblée alors que, dans les rangs des jeunesses socialistes, de nombreux camarades et des sections entières protestent.

Que deviendra ce F.L.J.A. ou l'on admet n'importe quelle association plus ou moins bourgeoise, mais où l'on refuse au courant révolutionnaire le droit de participer.

D'ailleurs on ne « refuse » même pas. Ce qui fut typique, à la dernière réunion du F.L.J.A., ce fut la lâcheté des représentants des diverses associations qui, en fait, refusèrent de se prononcer.

Les délégués des Auberges de Jeunesse, par exemple, furent particulièrement muets.

Ils savent pourtant que c'est précisément l'auteur de ces lignes qui préconisa le premier au Comité directeur du M.L.A.J. le Front laïque de la Jeunesse Antifasciste.

Ils savent que c'est lui qui le défendit dans les différents congrès ajistes.

Ils savent que c'est lui qui propose que l'on aille trouver les J.S. pour les rallier à cette idée.

Mais, aujourd'hui, quand l'U. J. R. F. crie à la J.C.I. « hitlériens », le M.L.A.J. se tait, oubliant tout, oubliant même les accusations que l'U.J.R.F. a, dans le passé, formulé contre lui.

Camarades, aucune riposte au fascisme, au cléricalisme et, en définitive, au capitalisme, ne peut être lancée dans de telles conditions.

Alerte, camarades, sans organisation révolutionnaire dans son sein, le F.L.J.A. se transformera inévitablement en un parlement sans efficacité.

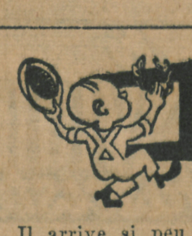
Exigez la participation de la J.C.I. au Front Laïque de la Jeunesse Antifasciste.

Marc PAILLET.

PASSEZ AUX PERMANENCES

Région parisienne: 19, rue Daguerre (au fond de la cour). Paris-14e. Tous les jours de 15 h. à 19 h. 30, et le dimanche de 10 h. à 12 heures.
Lyon : Café, 4, rue de Marseille. Tous les samedis, de 16 h. à 19 heures.
Bordeaux : 34, cours Aristide-Briand. Bar de la Bourse, Samedi après-midi et dimanche matin.
Nantes : Café d'Alsace, r. Léon-Jamin. Tous les samedis, de 15 h. à 18 heures.
Grenoble : Café Mayousse, place Bir-Hakeim (ex-place Malakoff). Samedi, de 17 h. à 19 heures.
Clermont-Ferrand : Place Gaillard. Café National. Tous les samedis de 16 h. à 19 heures. Adresser toute la correspondance à cette adresse.
Saint-Etienne: Place du Peuple. Café Leroi. Samedi de 17 h. à 19 heures.
Lille: Café-hôtel des Buisses, 35, rue des Buisses. Tous les dimanches, de 9 h. à 12 heures.
Marseille : Bar-dégustation Noailles, angle gare de l'Est, Vieille Bourse du Travail. Samedi de 17 h. à 20 heures.
Angers : le dimanche matin chez Tidone, 61, rue Victor-Hugo.
Brest : Ecrire à Gérard Trevien, 89, rue du Guelmeur, Brest-St-Marc.
Nice: Bar « Chez Bernard », 48, avenue Borriglione. Samedi de 18 h. à 19 h. 30. Dimanche de 10 h. 30 à 12 h.
Marne : Ecrire à Robert Cheramy, 6, rue Saint-Lazare, Châlons-sur-Marne.
PERMANENCE DE LA J.C.I. : Café Augé, 6, rue des Archives (4e). Métro : Hôtel-de-Ville. Samedi de 14 heures à 18 h. 30.

SOUSCRIPTION PERMANENTE
C.C.P. Demazières — 4.825-72-Paris
Ne relâchez pas votre effort. Chaque mois, versez chacun régulièrement votre soutien au Parti Mondial de la Révolution Socialiste.



"Aubervilliers" film révolutionnaire

Il arrive si peu souvent qu'une bande mérite ce qualificatif que nous ne pouvons manquer de signaler ici : « Aubervilliers », de Jacques Prévert.

Ce film se présente sous la forme d'un documentaire sur cette cité ouvrière de la région parisienne. Il emmène le spectateur dans les usines et les taudis ouvriers, il montre telle qu'elle la vie des ouvriers, des enfants, des vieillards de cette agglomération misérable. Et, à cause de cela, ces images réelles ne sont qu'un long cri de révolte et d'accusation contre le régime qui réduit des hommes à de telles conditions.

Des chansons simples et poignantes comme la misère qu'elles soulignent viennent renforcer les images, notamment cette complainte des enfants d'Aubervilliers, « enfants de la misère, enfants du monde entier ». Le monologue du speaker, présenté comme celui d'un documentaire, traduit la révolte qui sort de cette évocation de la misère d'une manière positive en évoquant comme conclusion ce « monde nouveau qu'il faudra bien construire un jour ».

Avoir choisi cette forme documentaire fut peut-être une ruse pour échapper à la censure et aux pressions de l'argent qui s'opèrent sur un film coûteux. C'est au résultat un puissant procédé de cinéma social faisant ressortir par le simple témoignage plus de vérités sur la misère ouvrière, plus d'élans vers la révolution qu'un scénario imaginé.

D'ailleurs, la bourgeoisie en a compris le danger. Le film est boycotté, le « Gaumont » ne le passait ni le samedi, ni le dimanche, jours de sortie des ouvriers. Le « César » où il est actuellement ne le passe pas non plus tous les jours. Il est question de ne pas le distribuer dans les cinémas de quartier. Il est loué habituellement en même temps que « Bataille du rail ». Il faut exiger, dans chaque salle où passera ce dernier film, la projection d'« Aubervilliers ».

Pour une fois qu'une production cinématographique montre réellement la vie des ouvriers et soutient leur cause, ceux-ci doivent l'appuyer à leur tour.

Marc NORVIE.

Un anniversaire et un tournant

22 JUIN 1941

Hitler attaque l'U. R. S. S.

Défense de l'U.R.S.S. préconisait la IVe Internationale.

DES les premiers moments de l'attaque impérialiste, l'attitude de notre parti fut nette. *Défense inconditionnée de l'U.R.S.S.*, proclamait le numéro spécial de *La Vérité* du 25 juin 1941. *Ralentissez et sabotez la production. Organisez-vous en groupes ouvriers clandestins; revendiquez; faites grève lorsque c'est possible.* C'est ainsi que nous nous adressions maintes et maintes fois aux travailleurs pendant les trois ans qui suivirent, car pour nous la guerre impérialiste et la défense de l'U.R.S.S. se confondaient avec la lutte contre notre ennemi de toujours : la bourgeoisie.

Le Comité allemand de la IVe Internationale, dans son organe *Arbeiter und soldat* — qui fut dirigé par notre camarade Marcel Widelin, arrêté plus tard par le S.P.A.C. et abattu par la Gestapo — préconisait aussi le sabotage de la production et demandait aux soldats de s'organiser et de se préparer à retourner les armes contre leurs chefs. Ensemble, trotskystes de France et trotskystes allemands, nous demandions aux travailleurs allemands, soldats ou non, et aux travailleurs français de fraterniser dans la lutte commune contre le capitalisme. Telle fut notre attitude aussi bien pendant le pacte germano-soviétique qu'après l'attaque de l'impérialisme allemand.

Le « gauchisme » du P.C.F.

Tout autre fut la tactique du parti communiste français. *L'ennemi est dans notre propre pays !* proclamait en manchette le numéro du 10 novembre 1939 de *l'Humanité* (clandestine). Cette phrase du révolutionnaire Karl Liebknecht revint maintes fois jusqu'au 22 juin 1941. *A bas le capitalisme ! Vive la République française des Soviets !* surenchérissait *l'Humanité* du 3 décembre 1940, en grand titre, en pleine occupation, lançant ainsi un mot d'ordre purement aventuriste.

De l'action commune des prolétaires de France et d'Allemagne sortira la victoire sur le capitalisme et le triomphe du socialisme, disait-elle avec juste raison dans le n° 95 du 30 décembre 1940. *Nous ne confondons pas les ouvriers et les paysans d'Allemagne avec leurs bourreaux,* ajoutait-elle le 1er mai 1941. Et le 17 mai (N° 113), à propos de la fuite de Hess : *Tout ça n'est pas drôle*

PAR B. GRANGER

pour le peuple allemand que nous aimons et plaignons à la fois. Cette attitude de *l'Humanité* envers les travailleurs allemands venait de ce qu'elle considérait que *l'ennemi est chez nous,* que c'est notre bourgeoisie. D'ici découlait aussi l'attitude du parti communiste français envers le gaullisme et envers l'impérialisme anglo-américain. Le 20 avril 1941, *l'Humanité* (N° 110) écrivait : *Ce n'est pas dans l'attente d'une soi-disante libération gaulliste que les espoirs doivent être placés mais dans la lutte contre tous les impérialismes.* Et le 20 juin, deux jours avant l'attaque contre l'U.R.S.S., elle proclamait en grand titre, sur toute la largeur de la page : *Vichy fait tuer des Français en série en Allemagne, tandis que de Gaulle et Catroux en font tuer d'autres pour l'Angleterre.*

Le tournant brusque au lendemain de l'agression.

Mais toute cette attitude internationaliste et de lutte de classes n'était qu'une tactique provisoire; elle fut adoptée bureaucratiquement et elle correspondait au pacte germano-soviétique. Elle fut changé aussi bureaucratiquement aussitôt après l'agression impérialiste du 22 juin. Bientôt, *L'Humanité* criait : *Vive l'U.R.S.S. ! Vive l'Angleterre !* et le 29 juillet (N° 122), elle découvrait la nécessité de *l'unité des gaullistes et des communistes.*

Le même numéro parlant des Allemands les mettait tous dans le même sac et, peu après d'ailleurs, ceux-ci devinrent des « boches ». Environ un an plus tard, Ilya Ehrenbourg, l'écrivain soviétique, prononçait la phrase mémorable : *Il n'y a de bons Allemands que ceux qui sont morts.*

Où mena cette deuxième *tactique* d'alliance avec l'impérialisme anglo-américain et de haine contre le peuple allemand ? La guerre se déroula dans l'ensemble sur le plan national comme le voulait l'impérialisme et ceci empêcha le mécontentement des travailleurs de se transformer en révolution. La conséquence est que maintenant une nouvelle guerre, bien plus terrible, menace l'U.R.S.S. Celle-ci ne pourra être évitée par aucune *alliance des Grands,* ni aucune manœuvre aussi géniale fût-elle.

Seule l'action directe de la classe ouvrière contre le capitalisme pourra empêcher celui-ci de déclencher la troisième guerre mondiale. C'est ceci l'enseignement qu'il est essentiel pour tout travailleur de tirer.

P.-S. — Les citations de *l'Humanité* sont absolument authentiques. Si le parti communiste français les considère fausses, qu'il nous appelle en justice. Les numéros peuvent être trouvés à la Bibliothèque nationale ou bien au Centre de documentation contemporaine, 102, rue du Bac.

L'ART au service du peuple

Un artiste Révolutionnaire

La fraîcheur des couleurs, l'harmonie chantante des tons, les gammes profondes des verts et des bleus, la naïveté de l'humour, voilà ce qui frappe dès l'abord à l'exposition des images de Kermorver, 2, rue de Vanves.

Mais cela n'expliquerait pas pourquoi le Salon « officiel » de l'Imagerie, comme l'Exposition « officielle » du Livre, refuse ses envois. C'est qu'il ne s'agit pas d'un imagier conformiste. Dans son *Histoire de France,* Kermorver nous présente les rois fainéants, une fleur à la bouche, lézardant dans une charmante paresse : horreur ! Les enfants ne doivent apprendre que les charmes du travail au rendement. Kermorver présente le roi Dagobert se culottant, Napoléon se couronnant lui-même en roulant des yeux furieux : horreur ! Il faut habituer les enfants à respecter les rois qui en mille ans firent la France et Napoléon qui ne la défit que si peu.

Kermorver présente les bourgeois de Calais en chemise, l'air lamentable. Horreur : les héros de la patrie ne peuvent avoir que des allures de jeunes premiers tricolores. Et que dire de cette procession de curés à la face jaune et de bourgeois engoncés ?

Que dire encore d'Adam et Eve lascifs et poilus, de la noce photographiée avec les cousins et cousines, le cocu et le militaire et, au milieu, les nouveaux époux tout nus, avec leurs gants et le bouquet de la mariée, tels que les voient les yeux concupiscents de toute la noce ? Et les liens sacrés de la famille et du mariage, oh ! horreur !

Kermorver est un imagier révolutionnaire. C'est pourquoi les officiels ne l'aiment pas. C'est pourquoi nous l'aimons.

Y. CRAIPEAU.

Hommage à un grand révolutionnaire

Il y a trois ans, en juin 1943, Pantélis POULIOPOULOS était tué, à Nezaro, par les troupes d'occupation italiennes et allemandes en Grèce.

Le mouvement révolutionnaire grec perdait ainsi une de ses plus grandes figures, et la IVe Internationale un de ses plus grands militants.

POULIOPOULOS commença sa carrière de révolutionnaire dans les rangs de l'armée grecque qui combattait contre les Turcs en Asie mineure en 1920-1922. Influencé par les idées de la Révolution russe, il dénonça le caractère impérialiste de cette guerre, fit de la propagande pour la fraternisation avec les soldats turcs et organisa les premiers groupes communistes dans l'armée. Il devint un leader du jeune Parti Communiste Grec fondé en 1920. Il représenta le Parti Communiste Grec au 5e Congrès de l'Internationale Communiste. En 1925, il devint secrétaire général du P. C. et resta à ce poste jusqu'en 1927. A cette date, la crise ouverte dans le Parti Bolchévick russe entre la fraction stalinienne et l'opposition de gauche eut des répercussions dans toute l'Internationale Communiste. En Grèce, POULIOPOULOS prit position en faveur de la plateforme de l'opposition de gauche, ce qui lui valut l'exclusion du P.C.G.

Il fonda un organe, « Spartakos », et continua la lutte avec plusieurs centaines de travailleurs membres fondateurs du P.C.G., restés fidèles à la ligne communiste.

Durant toute sa vie, POULIOPOULOS fut en complet accord avec TROTSKY. Il rejoignit sans réserve le mouvement pour la formation de la IVe Internationale. Son organisation fut représentée au Congrès de fondation en 1938.

En 1936, s'établit en Grèce la plus terrible des dictatures. Le général METAXAS, agent du roi Georges II, abolit le régime parlementaire et engagea une lutte à mort contre le mouvement révolutionnaire.

Toutes les organisations révolutionnaires devinrent complètement illégales. POULIOPOULOS devint l'inspirateur politique et organisationnel du mouvement clandestin. Au début d'août 1936, le gouvernement publia un avis dans tous les journaux offrant une récompense à tous ceux qui pourraient fournir des indications permettant de l'arrêter. Il réussit néanmoins à échapper à la police jusqu'en 1939. Arrêté cette année-là, il fut alors incarcéré à la prison de l'île Aigina, puis à la forteresse d'Acronauplie. En 1943, POULIOPOULOS, déjà très malade, quitta la forteresse pour entrer à l'hôpital du Pirée. Les plans préparés pour le faire évader échouèrent malheureusement. En représailles du sabotage du pont de Braios par des partisans grecs, les autorités militaires allemandes et italiennes firent fusiller des centaines d'otages.

POULIOPOULOS, probablement désigné par la police grecque, se trouva au nombre des otages, en même temps que trois autres leaders trotskystes : J. MAKRIS, J. XYPOLYTOS et Costas YANNAKOS.

Conduit devant le poteau d'exécution, composé de soldats italiens, il leur adressa un appel enflammé pour qu'ils ne commettent pas le crime de tuer leurs frères de classe.

Une lutte s'ensuivit entre les soldats et les officiers qui les commandaient. Des témoins de cette scène atroce affirment que POULIOPOULOS fut finalement abattu par les officiers. Ces faits sont aujourd'hui universellement connus en Grèce, et la mort héroïque de POULIOPOULOS honorée par toute l'avant-garde révolutionnaire du pays.

Mais POULIOPOULOS ne fut pas seulement un grand militant révolutionnaire. Possédant une vaste culture générale et marxiste, parlant couramment plusieurs langues (dont l'allemand, le français, l'anglais et l'italien), il traduisit en grec nombre des œuvres fondamentales du marxisme : le « Capital », la « Critique de l'Economie politique », l' « Anti-Dühring »... et la « Révolution trahie », de Trotsky.

En outre, il est l'auteur de nombreux articles, pamphlets et livres concernant les problèmes généraux de la théorie marxiste, ainsi que les problèmes politiques actuels.

Son livre « Royauté, République, Communisme » constitue la plateforme théorique qui distingue notre mouvement révolutionnaire prolétarien de l'organisation « petite-bourgeoise démocratique » qu'est devenu le Parti stalinien.

Chaque année, au mois de juin, la IVe Internationale rend hommage à la glorieuse mémoire de ce grand combattant de la révolution socialiste mondiale.

LA BATAILLE DES SALAIRES doit s'engager dans les usines

(Suite de la première page.)

— *Le retour aux catégories de 1936 et la suppression des zones de salaires.*

— *Le relèvement de la marge non imposable de 40.000 à 100.000 francs.*

— *Le contrôle ouvrier sur les livres de compte et la suppression du secret commercial, seul moyen* d'imposer la fixation des prix, et la diminution des profits patronaux. *L'uniformité de toutes les comptabilités* pour que les travailleurs puissent s'y reconnaître. Le plan doit en être établi par des experts comptables syndiqués.

— L'échelle mobile des salaires qui permettra jusqu'à ce que le contrôle ouvrier sur les prix soit effectif dans tout le pays de défendre le pouvoir d'achat des travailleurs. Ainsi les perturbations sur la monnaie et les hausses de prix que l'augmentation des salaires pourrait déterminer n'améneront pas la diminution du pouvoir d'achat des travailleurs.

Des révolutions socialistes victorieuses peuvent seules empêcher la troisième guerre mondiale.

En vente : 19, rue Daguerre, Paris (14e).

DU MONDE ENTIER

Y A-T-IL UNE SOLUTION AU PROBLÈME de TRIESTE ?

Le désaccord entre les Grands se manifeste même sur les questions d'ordre secondaire. Les ministres ont décidé de changer de tactique, et d'étudier la question épineuse, « une des plus grandes épreuves de la Conférence », selon le *Figaro*, celle de Trieste, tout en se réservant comme monnaie d'appoint, des concessions mutuelles sur les problèmes mineurs laissés en suspens.

« Si la rupture se fait sur cette question, toutes les autres décisions seront compromises », écrit *Cité-soir* du 27 juin que l'on ne peut taxer de pessimisme.

Une tête de pont antisoviétique

QUELLES sont donc les raisons qui font d'un si petit territoire « le nœud de la paix en Europe » ?

La ville de Trieste est le seul port important de l'Adriatique, c'est aussi l'accès à la Méditerranée de toute l'Europe centrale, aussi cette situation stratégique et économique de premier ordre, en a toujours fait un objet de convoitises impérialistes et un instrument essentiel pour la défense du continent.

Comme tous les territoires frontaliers, la Vénétie Julienne et Trieste sont habités par de populations mêlées : les Italiens sont en majorité dans la ville même de Trieste, mais toute la campagne environnante, de même que les petits ports de Pola, Revigno, Pirano, possèdent une majorité d'éléments d'origine croate ou slovène.

Mais l'antagonisme entre Italiens et Yougoslaves, dans ces deux pays et dans la Vénétie Julienne elle-même, est en grande partie une création artificielle destinée à faciliter les manœuvres diplomatiques.

La thèse des gouvernements britannique et américain, s'intègre dans le cadre de leur offensive d'ensemble contre l'Union soviétique. Leurs troupes occupent aujourd'hui la ville et ses environs, et ils veulent à tout prix conserver ce territoire qui constitue un « coin » enfoncé dans le « glacis » de protection soviétique.

La bureaucratie du Kremlin, fait ressortir la nécessité pour la Yougoslavie de posséder un grand port sur l'Adriatique sous peine de voir sa reconstruction compromise ; mais elle est avant tout soucieuse d'en finir avec la menace perpétuelle que constitue cette tête de pont dans les territoires balkaniques.

Dans ces conditions, on comprend la difficulté d'une conciliation. Bidault néanmoins, a proposé une formule de compromis ; il espère ainsi satisfaire les intérêts de ses trois « alliés » et obtenir en récompense l'annexion à la France des territoires de Tende et de Brigue sur la frontière franco-italienne. Mais la frontière qu'il préconise, si elle est située entre les lignes extrêmes présentées par Byrnes et Molotov, comporte cependant le détachement de Trieste de la Yougoslavie, ou tout au plus son « internationalisation ». C'est là une solution bâtarde, qui ne résoud pas le moins du monde le fond du problème, et qui, dès maintenant, soulève l'opposition des gouvernements italiens et yougoslaves.

Le chauvinisme au service des grandes puissances

UNE propagande bien orchestrée dresse les populations italienne et yougoslave l'une contre l'autre. Le chauvinisme le plus violent se déchaîne des deux côtés de la frontière, et pendant que les journaux de Tito dénoncent l'impérialisme italien et anglo-saxon, la presse italienne, depuis le torchon fasciste de Gianini jusqu'à l'*Unita*, organe du parti stalinien, s'insurge contre les visées « expansionnistes » yougoslaves. Les « alliés » entretiennent une agitation intense dans les territoires contestés : ils créent artificiellement des incidents, provoquent des manifestations et des contre-manifestations « spontanées » en faveur du rattachement à tel ou tel des deux pays.

Les impérialistes yankees n'hésitent même pas à user de l'intimidation : au moment même où les négociations menacent d'aboutir à un nouvel échec, un croiseur de 10.000 tonnes, le *Fargo* quitte Malte pour aller mouiller dans les eaux de Trieste, sous prétexte de « prévenir des mouvements de troupes yougoslaves sur la côte de l'Adriatique »

Les sentiments nationaux des masses n'ont pas de peine à s'exaspérer dans cette situation, et c'est ainsi que peuvent surgir les incidents qui justifieront demain le règlement brutal de la question.

Le sort de Trieste n'appartient pas aux « Quatre »

ET cependant une solution existe au problème de Trieste ! C'est celle de la libre fédération de toutes les minorités nationales, au sein des *Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe*. On ne présente aux Triestins que l'alternative « ou Yougoslaves, ou Italiens », et on ne leur laisse pas le moyen d'opter pour leur libre disposition, c'est-à-dire d'être simplement Triestins. Nul doute que, dans ce dernier cas, les Italiens de Trieste ne participent à la défense de l'U.R.S.S. si un jour elle est attaquée avec plus d'enthousiasme que si cette tâche leur est imposée par la force et par l'occupation d'une armée yougoslave. Au lendemain de 1917, les minorités ethniques, même les plus infimes, ont pu trouver leur place au sein de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, sans qu'il soit besoin d'utiliser l'Armée rouge, ni d'opposer telle population à telle autre population.

De la même façon, les intérêts des travailleurs italiens, yougoslaves et triestins peuvent parfaitement s'harmoniser dans la lutte pour le renversement du régime capitaliste et l'édification d'une fédération européenne de libres républiques socialistes et soviétiques.

Voilà pourquoi, aujourd'hui, il faut dénoncer les projets réactionnaires réclameront le *retrait des troupes d'occupation* et le *droit de déterminer leur sort par un referendum comportant comme troisième alternative : Trieste aux Triestins.*

M. JUILLIA.

Victoire des Marins Américains

Nous avons indiqué dans le numéro 126 de *La Vérité* comment les 244.000 marins des Etats-Unis s'apprêtaient à livrer bataille pour faire triompher leurs revendications.

Le refus patronal de poursuivre les négociations, les menaces de répression gouvernementale, la mobilisation de certaines unités de la marine de guerre : rien ne fit fléchir leur farouche volonté de remporter la victoire.

Ils avaient la sympathie de tous les travailleurs américains, qui, eux aussi, mènent une lutte difficile contre un patronat enrichi par la guerre mais toujours rapace.

Ils savaient pouvoir compter sur la solidarité internationale des dockers et marins du monde entier, qui se seraient refusés, avec l'accord de la F S M, à participer au déchargement de navires réquisitionnés par la troupe.

De leur côté, les capitalistes n'avaient rien négligé pour faire pression sur la décision des marins ; la veille même du jour fixé pour le déclenchement de la grève, le 1 juin, l'Administration de la Marine de Guerre avait envoyé de fortes patrouilles dans tous les ports, pour travailler, éventuellement, sur les navires qui seraient immobilisés ; des secrétaires d'Etat eux-mêmes prirent contact avec les leaders des syndicats.

Mais, finalement, les patrons et leurs serviteurs gouvernementaux durent s'incliner devant la ferme résolution des travailleurs.

Ils ne voulurent pas courir le risque d'ouvrir une crise économique dont la grève récente des cheminots avait donné une image en paralysant le trafic ferroviaire pendant deux jours seulement.

Ils n'osèrent pas « risquer le prestige » du président Truman, dans un conflit où la victoire ne leur semblait pas assurée.

Aussi, après avoir signé un accord avec les délégués des sept syndicats représentant tous les marins, radios, ingénieurs.. etc., affiliés ou non au C.I.O., l'Administration invita les propriétaires de bateaux à accepter les termes du contrat.

Il était temps ! Déjà la grève avait commencé, et elle continua même jusqu'au moment où tous les membres du syndicat eurent ratifié l'accord en assemblée générale :

1° Augmentation générale des salaires de 15,6 dollars avec effet rétroactif à partir du premier avril.

2° Paiement du travail du « dimanche en mer » au taux des heures supplémentaires, soit un dollar par heure.

3° Institution de la semaine de 40 heures dans tous les ports.

4° Une nouvelle remise en ordre des salaires sera envisagée à l'expiration de ce contrat, fixée à septembre 1946.

C'est là une victoire écrasante, dont les conséquences seront extrêmement importantes en Amérique. Ce succès remporté par le seul déploiement de la force ouvrière, et la décision de mener le combat jusqu'au bout, sera un exemple pour tous les autres travailleurs.

Déjà les syndicats des marins des Grands-Lacs ont donné un préavis de 30 jours à leurs patrons au bout duquel ils se mettront en grève pour obtenir les fêmes avantages que leurs camarades de la côte

Le veto opposé par Truman à la réactionnaire loi Cases contre les grèves, exprime également le recul du gouvernement devant la formidable démonstration de puissance que vient de faire en quelques mois le jeune prolétariat américain.

D'autre part, la politisation de la lutte des travailleurs des U.S.A. continue à faire de grands pas ; récemment, en effet, l'avant-garde militante de la lutte actuelle, le *syndicat des travailleurs unis de l'Automobile* a lancé un appel pour réunir en Congrès national tous les syndicats (A.F.L.-C.I.O. indépendants afin d'étudier la formation d'un PARTI TRAVAILLISTE INDEPENDANT.

C'est ainsi que mûrissent peu à peu les conditions dans lesquelles la classe ouvrière des Etats-Unis donnera l'assaut à la plus forte bastille du capitaleisme mondial.

HO-CHI-MINH A PARIS parle au nom du VIET-NAM *un et indivisible*

Les diverses compagnies de travailleurs viet namiens, en France, protestent avec juste raison de la lenteur que mettent les autorités françaises à recevoir le président de la libre République du Viet-Nam; les échos qu'elles ont trouvés dans la presse ouvrière ont amené les ministres à accepter la venue à Paris du président Hô-Chi-Minh. Mais, comme il l'avouait lui-même à une conférence de presse, mardi 25, il n'a pas encore été présenté officiellement au gouvernement et doit parler « incognito ».

Si Hô-Chi-Minh reste muet sur les relations franco-vietnamiennes, les incidents qui se multiplient au Tonkin et la scandaleuse installation en Cochinchine du docteur Tinh à la tête d'un gouvernement de traîtres sont suffisamment éloquents.

Pas plus qu'à Dalat le 6 mars les colonialistes français n'ont perdu l'espoir de reconquérir l'Indochine.

L'emploi de la force massive ayant échoué, ils ont voulu sauver leurs plantations et la propriété de leurs mines d'anthracite en essayant de pactiser.

En même temps, ils poursuivent une odieuse politique de division, en reconnaissant l'autonomie du prétendu gouvernement cochinchinois. Ils continuent chaque jour les opérations contre les viet namiens du sud qualifés d' « extrémistes ».

Aujourd'hui, le gouvernement français a désigné pour présider la conférence qui va s'ouvrir l'amiral d'Argenlieu, lui-même, celui qui pour tous les viet namiens est le symbole de la répression colonialiste.

C'est là une nouvelle insulte et une nouvelle provocation.

Mais que le peuple indochinois sache bien que les travailleurs de ce pays sont avec eux contre leurs bourreaux.

La classe ouvrière française n'oublie pas, en effet, que les coups portés à l'impérialisme français lui facilitent sa propre lutte.

Et le parti communiste internationaliste qui, depuis le début de la campagne d'Indochine, appelle au secours de la République une et indivisible du Viet-Nam, continuera à dénoncer toutes les manœuvres de la bourgeoisie française et à soutenir le président Hô-Chi-Minnh dans sa lutte contre nos exploiteurs communs.

BIKINI

(Suite de la première page)

Il y a six mois, la fabrication des engins meurtriers a été arrêtée pendant quatre semaines par la grève des ouvriers de l'usine d'Ock Ridge.

Plus récemment encore, l'expérience de Bikini faillit être compromise par l'inquiétude qui s'emparait des équipages devant participer aux manœuvres du « Carrefour du Pacifique ».

Les syndicats américains mènent aujourd'hui une propagande active pour syndiquer les travailleurs des usines atomiques, malgré tous les obstacles que leur opposent capitalistes, chefs militaires et gouvernants.

Dans tous les pays du monde, une propagande intense doit être menée pour montrer aux capitalistes que les travailleurs, et eux seuls, peuvent empêcher la transformation de la terre en une planète morte.

Que toutes les organisations ouvrières, que tous les syndicats luttent pour imposer le *contrôle ouvrier* de l'énergie atomique et orienter son utilisation vers des œuvres de paix.

Que la F.S.M. soit sollicitée de partout pour déclencher une manifestation mondiale contre le danger atomique.

Nous aurons alors le droit de reprendre confiance.

H.

Lire la semaine prochaine « *Capitalisme et bombe atomique* » par Laurent Schwartz, *chargé du cours Peccot au Collège de France.*

UN MARCHE DE DUPES

LE 28 mai ont été signés à Washington deux accords entre la France et les Etats-Unis, l'un sur les rapports financiers des deux pays, l'autre sur leur politique commerciale.

Il ne s'agit, ni d'un acte désintéressé, ni d'un contrat entre deux parties égales, entre deux capitalistes réglant leurs intérêts par des discussions réciproques ; mais c'est la loi du vainqueur dictée au vaincu ; le capitalisme français, arriéré, ruiné par la deuxième guerre impérialiste, vient de se jeter dans les bras du capitalisme yankee, son « allié », ou plus exactement son frère ennemi ; pour masquer sa défaite, il a profité de la politique de collaboration de classes poursuivie par ceux qui devraient être les dirigeants de la classe ouvrière, mais qui ne sont que des fossoyeurs : le « négociateur providentiel » — providentiel pour les capitalistes — sans aucun doute a été trouvé dans la personne du leader socialiste Léon Blum qui a consenti à trahir la confiance, mise en lui par une partie des masses ouvrières, en traitant un marché où il n'est question que des intérêts capitalistes et,

LE SENS DU MARCHE

L'industrie des pays dévastés doit être en mesure de reprendre son activité car « plus tôt les économies européennes pourront être restaurées, plus tôt le commerce américain pourra se développer sur des bases saines » ; mais il ne peut s'agir de laisser les différentes branches industrielles se développer en fonction des besoins des pays intéressés ; les soucis de la politique américaine sont doublés : d'une part, faciliter au maximum les investissements privés américains, d'autre part, se réserver un contrôle sur la production pour orienter celle-ci au mieux des intérêts des trusts américains ; c'est pourquoi 650 millions de dollars sont prêtés à la France par l'Export-Import Bank alors que 2 milliards et demi de dollars étaient jugés indispensables pour commencer la réalisation du « Plan Monnet » ; de plus, ce crédit ne pourra vraisemblablement servir qu'à l'achat de produits bien déterminés ; ainsi l'amorçage de la reprise industrielle est facilité, mais dans une proportion telle que le capitalisme américain se réserve un contrôle très étendu sur le capitalisme français lorsque ce crédit sera épuisé.

ON LIQUIDE LES ROSSIGNOLS

Les « surplus » constitués par des stocks inutilisés de l'armée américaine doivent être « liquidés » dans les meilleures conditions possibles et vendus aux pays européens en contre-partie des prêts consentis ; c'est pourquoi il est « accordé » à la France 315 millions de dollars pour l'achat de « surplus » et de 75 navires « Liberty-Ships » ; les surplus sont le plus souvent, constitués d'un matériel hétéroclite construit pour la guerre et inadapté aux besoins du temps de paix ; les Liberty-Ships, les « canards boiteux » comme on dit aux U.S.A., sont des navires lents et déjà vieillis ; mais la cession forcée des uns et des autres à 80 % de leur prix de revient constitue une opération commerciale de premier ordre pour les capitalistes américains.

Le règlement des fournitures de guerre effectuées en application du prêt-bail doit être poursuivi ; si le paiement de ces fournitures ne peut être envisagé, le maximum de compensation doit être obtenu dans le sens de la défense des « intérêts » américains ; c'est pourquoi l'équipement fourni à l'armée française reste gratuit contre le gouvernement français qui sera tenu, jusqu'au 1er janvier 1950, de céder au gouvernement des Etats-Unis, dans la mesure où celui-ci le lui demandera, tels biens immobiliers qui seront indiqués d'un commun accord à concurrence d'une valeur de 15 millions de dollars. En outre, plus d'un milliard de francs seront versés aux Etats-Unis « pour acquérir ou pour améliorer des biens immobiliers destinés à leurs besoins », traduisons pour acquérir ou améliorer des installations militaires ou des bases aériennes, principalement en Afrique du Nord ; d'autres dispositions du même ordre sont prévues, annulations des dettes aux Etats-Unis nées de l'utilisation de la flotte française, prise en charge par la France des dommages subis par les marins français dans la flotte américaine et par les citoyens américains résidant en France ; possibilité éventuelle pour les Etats-Unis de reprendre les fournitures faites à l'armée française, interdiction pour la France de céder à d'autres pays les équipements militaires en provenance des Etats-Unis, action possible des Etats-Unis dans le domaine de l'enseignement...

UN DEBITEUR PEU SOLVABLE

A cet ensemble de clauses financières est ajouté un intérêt de 2 à 3 % et un remboursement des sommes prêtées échelonné sur trente-cinq années. Comme il est à peu près certain que le capitalisme français ne pourra acquitter ces redevances, l'emprise des Etats-Unis s'exercera plus fortement lors des échéances difficiles et les créanciers américains ne manqueront pas d'« exécuter » leur débiteur insolvable comme les usuriers capitalistes l'ont toujours fait.

C'est donc en tous points un diktat financier du capitalisme américain au capitalisme français ; l'impérialisme yankee étend progressivement sa sphère d'exploitation à tous les pays capitalistes secondaires ; le capitalisme français lui sert de relais, de tâcheron ; par ce marchandage international, les capitalistes français espèrent sans doute sauvegarder leurs « droits de propriété » et conserver « leurs privilèges ».

En réalité, ils ont affaire à des comparses redoutables, et l'accord commercial franco-américain signé en même temps que l'accord financier, pose les bases d'une politique de subordination et d'étranglement de grande envergure.

Jean HELLEU.

UN DOCUMENT INDISPENSABLE

En vente dans tous les kiosques

NOUVELLES INTERNATIONALES

De Londres : les ouvrières anglaises réclament une augmentation de salaires

Les délégués des syndicats d'ouvrières, représentant environ 1.500.000 adhérentes, se sont réunis à Londres. Elles ont réclamé l'augmentation du salaire de base des 5 millions et demi de femmes qui travaillent dans les usines d'Angleterre.

D'Italie :

Des manifestations et des grèves nombreuses viennent d'éclater en divers points de la péninsule italienne. En Vénétie, à Padoue, à Vicente, à Trévise, des anciens combattants sans travail ont manifesté dans les ruees.

A Venise, plus de 2.000 chômeurs ont conspué les fonctionnaires municipaux qui n'avaient point tenu leur promesse de les secourir.

A Catazaro, en Calabre, les anciens combattants ont organisé une marche sur l'hôtel de ville pour obtenir du travail.

A Naples et à Caserte, 16.000 ouvriers des minoteries et boulangeries ont cessé le travail pour obtenir un relèvement des salaires.

Ces manifestations, qui éclatant au moment même où se réunit pour la première fois la Constituante italienne, témoignent du peu d'illusions parlementaires qui subsistent dans les masses. Un parti révolutionnaire est donc seul capable d'interdire que les fascistes de l'Uomo qualunque n'utilisent à leur profit cette agitation grandissante.

LA VÉRITÉ SUR L'ARMÉE RÉPUBLICAINE

Une place de larbin à prendre

EVIDEMMENT, nous savons que l'armée est réactionnaire, me répond un mes bons camarades du P.C.F. C'est bien pour cela que nous voulons la changer. Il faut en finir avec l'armée de métier. Il faut que l'instituteur prenne en charge la formation des soldats. C'est ce que nous proposons au syndicat de l'Enseignement, par exemple, par la plume de notre camarade Labrunie, rapporteur au prochain congrès des instituteurs.

— Doucement, mon camarade. Vous n'avez pas toujours tenu ce langage. Rappelez-vous les luttes des normaliens, en 1929, contre la préparation militaire obligatoire. Le même camarade Labrunie écrivait alors dans le *Bulletin des groupes de jeunes* (C.G.T.U.), de février 1929, que ce mouvement devait être *un geste conscient et collectif contre la guerre qui vient.* Il donnait aux organismes responsables la consigne de *veiller au grain et d'aider, d'encourager, de susciter même la lutte contre la préparation militaire obligatoire.*

« L'Armée nouvelle » et une idée qui ne l'est pas

— La situation a changé. Il faut des solutions nouvelles.

— Nouvelles ? Mais tout ce que vous nous racontez aujourd'hui est emprunté à l'arsenal du réformisme le plus désuet. Vous ne faites que reprendre mot pour mot les thèses de *l'Armée nouvelle*, de Jaurès. Jaurès était conséquent. Il n'était pas marxiste. Pour lui, l'Etat représentait une entité supérieure, indépendante des classes sociales. La « patrie » était un patrimoine commun aux prolétaires et aux bourgeois :

Le prolétariat n'est pas hors de la patrie, écrivait-il. *Quand le Manifeste communiste de Marx et Engels prononçait, en 1847, la fameuse phrase, si souvent répétée et exploitée en tous sens :* Les ouvriers n'ont pas de patrie », *ce n'était qu'une boutade passionnée, une réplique toute paradoxale et d'ailleurs malencontreuse* (il dit ailleurs *« hargneuse et étourdie »*) *à la polémique des patriotes bourgeois qui dénonçaient les communistes comme destructeurs de la patrie.* » Cette patrie commune, Jaurès veut que les travailleurs la défendent en commun avec les bourgeois dans une armée commune, *au-dessus des classes.* Tout ce qu'il demande aux bourgeois, c'est de ne pas accaparer l'armée pour leur classe : *Ce qu'ils demandent* (les prolétaires)... *c'est que la nation organise la force militaire sans aucune préoccupation de classe ou de caste, sans autre souci que celui de la défense nationale elle-même.*

Mais cette fiction, les bourgeois ne s'en embarrasse pas pour leur propre compte. En Yougoslavie, Mikhaïlovitch, « le premier insurgé d'Europe » n'hésite pas, en pleine occupation, à s'entendre avec les fascistes italiens et les nazis contre les partisans prolétariens de Tito. De même, de Gaulle et l'état-major « résistant » refusent armes et munitions aux maquis « rouges ». Ils n'envoient d'armes qu'aux hommes « sûrs », agréés par les cagoulards de la B.C.R.A. Par contre, la même B.C.R.A. organise les maquis « blancs » chargés de la bagarre contre les F.T.P. au moment décisif.

Quelle meilleure démonstration qu'il n'existe pas d'« armée nationale » ou d'« armée populaire », qu'il existe seulement une armée *bourgeoise* ou une armée *prolétarienne* dont le rôle serait d'abattre le régime capitaliste.

Encore sur les chefs de l'armée « républicaine »

Mais au fait, depuis près de deux ans, socialistes et communistes français participent au pouvoir. Ils ont même eu la majorité absolue pendant sept mois. Ont-ils pu la démocratiser ? Pas le moins du monde, ce qui du reste ne les empêche pas de voter les crédits de cette armée réactionnaire, en même temps que le M.R.P. et le P.R.L.

La réaction y fleurit plus que jamais. En veut-on encore de nouvelles preuves ?

Un camarade nous communique les dossiers d'officiers supérieurs porteurs de la francisque et qui, actuellement, bénéficient d'avancement. De la longue liste, nous ne mentionnerons que quelques noms : par exemple, le commandant d'aviation Xavier de Buretrel de Chassey, devenu lieutenant-colonel ; le commandant de l'armée de l'Air Georges de Buretrel de Chassey, également devenu lieutenant-colonel ; le capitaine aviateur Ernoul de la Chenelire, devenu lieunant-colonel ; le commandant de France, maintenant lieutenant-colonel ; le commandant Bernard Joppe, désormais lieutenant-colonel et à l'état-major ; le colonel de Peyronnet, devenu général et envoyé comme chef de mission en Yougoslavie.

De son côté, *Franc-Tireur* cite le cas du colonel de gendarmerie Pellegrin. Ce digne homme commandait la garde républicaine de Paris pendant l'occupation. Devant lui furent fusillés des dizaines de résistants. Il méritait la corde. Il reçoit la cravate d'officier de la Légion d'honneur.

Comme le cagoulard, de Wavrin, alias colonel Passy, chef des tortionnaires de la D.G.E.R.

Comme bouquet, *Franc-Tireur* nous rappelle l'attitude du général Juin, *qui partait pour Berlin en 1941, fut en Afrique du Nord l'homme de confiance de Pétain qui, lors du débarquement allié, donna l'ordre à ses soldats de résister jusqu'au bout.* Un si farouche démocrate a bien mérité par là d'être au commandement suprême de l'armée « républicaine » dont les cadres, nous l'avons vu, comptent plus de 95 % de réactionnaires et de fascistes

Les instituteurs, sergents instructeurs ?

Voilà l'armée dont on voudrait que les instituteurs se fassent les agents recruteurs et les sergents instructeurs. Bien du plaisir ! Le camarade Labrunie nous apprend qu'*il apparaît que les suggestions émises en décembre* (par lui) *deviennent les idées directrices* du ministère de la Guerre. Ainsi, entre deux promotions de cagoulards à l'avancement, M. Michelet a daigné adopter le projet communiste. Parbleu ! Il n'y a pas de quoi être fier. Les clubs sportifs seraient chargés de l'entraînement physique pour faciliter la tâche de l'état-major ; les syndicats, de la formation technique pour faciliter la tâche de l'état-major. Quant aux instituteurs, ils seraient chargés de « la formation sportive, civique et morale, pendant deux ans, selon les directives du ministère de l'Education nationale et une troisième année sous les ordres directs de l'état-major : leur rôle serait de *préparer l'adolescence à accomplir son devoir national*... Ainsi l'état-major réactionnaire pourrait mettre tout le monde au travail : les clubs sportifs pour lui fournir des gars musclés et endurcis, les syndicats pour lui fournir des ouvriers qualifiés, les instituteurs pour lui fournir des hommes au courant de la théorie et socialement anesthésiés. Des sujets fin-prêts. C'est le vieux rêve de l'Etat totalitaire où tous les rouages de la société servent l'état-major.

Reste à savoir si les sportifs et les syndicalistes se prêteront à l'opération. Reste à savoir si les instituteurs, mal payés parce qu'il faut quelque 200 milliards pour l'état-major, accepteront de devenir par-dessus le marché, les larbins de l'état-major. Labrunie les met en garde : *Nos adversaires... guettent nos défaillances pour s'emparer de la place que nous laisserions vide.* Comme si les instituteurs tenaient tellement à cette place de larbins de l'état-major ! Même si on essaie de les acheter par quelque indemnité. Vous avez changé Labrunie, depuis 1929. Mais tout le monde n'a pas comme vous l'ambition de « servir » à tout prix l'armée bourgeoise. Les éducateurs ont d'autres tâches qui leur tiennent autrement à cœur. Nous le verrons bien au congrès des instituteurs.

Yvan CRAIPEAU.

LE SIONISME NE RESOUT PAS la question juive

Nous publions ici un second article sur le problème palestinien qui continue la discussion ouverte à propos de l'évasion du Grand Mufti.

Chers camarades,

Je ne suis pas absolument d'accord avec l'auteur de l'article sur le Grand Mufti que vous avez publié dans le dernier numéro de La Vérité. Cet article contient de nombreuses inexactitudes et contradictions, une fausse appréciation du caractère du sionisme et de la lutte que mènent actuellement en Palestine ses organisations terroristes, et, malgré les apparences, remet en cause les principes du soutien que le Parti et l'Internationale n'ont jamais marchandé aux peuples colonisés en lutte contre l'Impérialisme.

Rectifions tout d'abord une erreur que toute la presse semble avoir commise en parlant du Mufti; il ne s'agit nullement d'un chef religieux, d'une sorte de pape dont le prestige dans le monde musulman serait à la mesure de l'autorité conférée à son sacerdoce.

La religion musulmane ne connaît pas de clergé au sens où peut l'entendre par exemple le catholicisme. Le Mufti de Jérusalem, comme celui de bien d'autres villes de l'Islam n'est rien de plus qu'un magistrat; ses pouvoirs s'apparentent à la fois à ceux d'un notaire et d'un juge. C'est un fonctionnaire nommé par le gouvernement anglais qui rend la justice sous la surveillance de celui-ci, sinon en son nom.

Sans doute, il ne saurait être question de faire ici le panégyrique de la vérité de dire qu'il ne doit pas son influence dans le monde arabe au fanatisme religieux de ses coreligionnaires, mais au rôle qu'il a joué, en 1936, lors de la révolte des arabes de Palestine contre l'Angleterre. Pour eux, comme pour les Musulmans en général (presque tous colonisés à des degrés divers), il est devenu le symbole de la lutte contre l'impérialisme colonialiste. Et cela est si vrai que le Liban, dont la majorité de la population est chrétienne, a offert de l'accueillir lorsque Bevin a fait semblant de réclamer à Bidault son extradition et qu'en Egypte, il est soutenu aussi bien par les Coptes que par les musulmans. Dès lors, avons-nous à prendre parti contre lui, en l'affublant de l'étiquette de « collaborateur du nazisme », laquelle n'est d'ailleurs pas exacte ? Nous lui reprocherions donc son refus de collaborer avec les « démocraties » ? Et sur quelles bases? Celles d'une nouvelle promesse d'indépendance des pays arabes analogue à l'engagement solennellement pris à leur égard en 1915 pour les détacher de l'Empire ottoman ?

Bien sûr, il ne s'agit pas de défendre ici la personne du Grand Mufti, ni ses méthodes de lutte contre l'impérialisme anglais. Il est normal que nous dénoncions les combinaisons louches et les compromis scabreux auxquels il a pu se prêter, encore faut-il que ce soit en connaissance de cause.

De toute façon, ce n'est pas nous qui créons les conditions historiques de la lutte des peuples arabes en vue de leur émancipation. Nous devons convenir que cette lutte se déroule dans le cadre d'une unité nationale dont ne se trouvent exclus qu'un petit nombre de stipendiés. Lui refuserons-nous notre appui sous prétexte que ça ne colle pas avec nos schémas ?

Rien n'est plus caractéristique de l'erreur d'appréciation dont je parlais que la conception selon laquelle les événements actuels de Palestine ouvrent une perspective d'unité d'action des travailleurs juifs et arabes de ce pays. Les arabes, depuis 1920, luttent à la fois contre le Sionisme et l'impérialisme anglais; cette lutte est la même car ils savent que les troubles que suscite l'immigration juive en Palestine sont, pour ce dernier, un excellent prétexte à se maintenir en un point qui commande à la fois la route des Indes et le pétrole du Moyen-Orient. Qu'on le veuille ou non, les juifs de Palestine leur apparaissent comme des usurpateurs et des spoliateurs. Dans un pays dont le sol ingrat subvient à peine à leurs besoins, le nombre des israélites est passé de 50.000 en 1920 à plus de 500.000 en 1936 ; à l'aide des capitaux considérables dont disposent les organisations sionistes, ils achètent les meilleures terres, boycottent systématiquement la main-d'œuvre et les produits arabes. Il est possible que le sionisme dont se réclame la majorité des juifs de Palestine fasse délirer des cerveaux désemparés par la barbarie du monde actuel; mais la guerre que mènent les organisations terroristes contre l'armée britannique de Palestine ne doit pas nous faire perdre de vue le caractère essentiellement réactionnaire de ce mouvement. Le but visé n'est pas, comme dans le cas des Arabes, l'indépendance du pays (que ne souhaite certainement pas la majorité juive dans l'état d'exaspération des passions créées par la politique sioniste), mais tout simplement la liberté d'immigration. Washington qui s'intéresse particulièrement à ce carrefour pour des raisons économiques et stratégiques qu'il est facile d'imaginer, appuie ces revendications. Et l'on assiste à ce paradoxe surprenant d'un Etat assez riche et assez vaste pour accueillir, s'il y avait lieu tous les juifs de la terre, intervenant en faveur de leur installation dans un petit pays déjà surpeuplé. Croit-on que ce soit un effet de l' « humanitarisme » bien connu des Américains ?

Résumons-nous : Il n'y a pas de communauté de but entre la lutte des Sionistes et celle des Arabes en Palestine. Ces derniers seuls sont sur une voie progressiste. Le Sionisme, d'abord instrument de pénétration du capital financier anglais dans le Moyen-Orient, se trouve actuellement le meilleur agent de la politique de Wall-Street dans cette contrée; son essence et ses buts sont foncièrement rétrogrades. Nous devons le combattre.

Salut communiste,

R. DANIEL.

Après la grève du 20 juin

LA GRÈVE est-elle toujours l'arme des TRUSTS ?

LES travailleurs ont répondu massivement à l'appel des dirigeants de l'Union des Syndicats. Dans toutes les corporations, le mouvement a été quasi total. Et malgré qu'il vienne après une large campagne de dénigrement de l'action gréviste menée par ces mêmes dirigeants de l'Union des Syndicats et leurs frères du Bureau Confédéral, c'est dans l'enthousiasme que les travailleurs cessèrent le travail et se rendirent au lieu de la manifestation.

La grève se déroula même dans certaines localités de province. Les travailleurs veulent agir. Seule une minorité a été capable jusqu'alors de passer par dessus l'opposition bureaucratique des dirigeants, mais dès que ceux-ci font le moindre signe, c'est la totalité des masses travailleuses qui répond à l'appel et à l'action.

Grève revendicative et grève politique

Cependant des militants syndicaux, y compris dans l'avant-garde ouvrière, s'ils ont suivi le mouvement par discipline, ont déclaré le désavouer du fait de son incontestable caractère politique. Certes, le mouvement était conduit par des dirigeants qui n'ont pas toujours eu le même souci de défense des libertés démocratiques lorsque d'autres organisations étaient attaquées par le P.R.L.; certes, tout a été fait pour donner au mouvement l'allure, au cours de la crise gouvernementale, d'un plébiscite des dirigeants du P.C.F.; certes encore, comme nous le disons par ailleurs, cette seule mesure ne put constituer une riposte suffisante à l'agression fasciste, mais le devoir de tout ouvrier conscient était de s'associer à cette manifestation et de lui donner le plus d'ampleur possible. Nous avons affirmé catégoriquement que le Parti Communiste Internationaliste était partisan de l'autonomie du mouvement syndical. Mais ceci ne veut pas dire que les syndiqués et les organisations syndicales se désintéressent de l'évolution politique.

La forme du gouvernement de l'Etat bourgeois a des conséquences directes sur les conditions d'existence. Aujourd'hui, c'est le local du Parti Communiste qui est attaqué, ce sont les vendeurs de *La Vérité* qui sont matraqués par les bandes du P.R.L., mais demain si une réponse énergique ne leur était pas donnée, c'est tout le mouvement ouvrier et le mouvement syndical en particulier qui seraient la proie des fascistes. Les organisations syndicales doivent prendre leur place, toute leur place, dans l'action contre le fascisme. Elles peuvent et doivent dans de telles occasions passer des accords circonstanciés avec les organisations politiques de la classe ouvrière. Souvenons-nous de la manifestation du 9 et la grève générale du 12 février 1934, qui furent des ripostes décisives à la tentative putchiste des 6 févrièristes. Les travailleurs conscients ne doivent pas s'opposer à des manifestations comme à celle du 20 juin, mais au contraire, s'efforcer de leur donner le plus d'ampleur possible.

La grève, meilleure arme des travailleurs

Mais le lendemain de la manifestation, d'autres protestations d'un toute autre ton se faisaient entendre. *L'Epoque* et *Le Monde* s'indignaient contre cette grève qui « avait fait perdre de nombreuses heures de travail ». Et lorsque Hénaff déclarait à l'Assemblée des responsables syndicaux : « Souvenons-nous que nous sommes encore en régime capitaliste et que nous obtiendrons satisfaction si nous luttons et si nous savons rester indépendants ». (L'allusion à la grève était à peine voilée), la même presse faisait preuve de la plus vive indignation. Qui peut s'en étonner ? En tout cas pas les dirigeants syndicaux. Depuis des mois, ils dénoncent la grève comme « arme des trusts » la logique de cette politique c'est que lorsqu'ils brandiront à nouveau cette menace de grève ou lorsqu'ils l'utiliseront comme le 20 juin, ils se font rappeler à l'ordre par la presse de ces mêmes trusts et, comme ils ne veulent pas rompre avec eux, Hénaff renie le lendemain ses propos de la veille.

Il y a bien une logique de la collaboration de classes. Les dirigeants de la C.G.T. et de l'Union des Syndicats de la Seine ont donné comme solution au problème de la reconstruction, l'augmentation de la production individuelle (salaire au rendement, primes) et lorsque c'était possible, la prolongation de la journée de travail (cheminots). Dans cette voie, il faut renoncer à la grève et définitivement. Nous qui avons toujours dit que le problème de remise en marche de la production n'était pas un problème de rendement individuel mais un problème d'organisation de la production ; qui lui avons donné comme solution l'élaboration d'un plan de production et le contrôle ouvrier sur cette production ; nous qui avons affirmé que faire confiance à la classe ouvrière, ce n'était pas faire confiance aux biceps des travailleurs mais à leur intelligence et à leur conscience agissante, nous n'avons pas hésité à nous prononcer catégoriquement pour l'utilisation par les travailleurs de leur meilleure arme c'est-à-dire la cessation concertée du travail. Il est aisé de répondre que nous sommes des « gréviculteurs ». Personne ne veut jouer avec l'arme de la grève surtout lorsque l'on a la préoccupation primordiale de ne pas la démonétiser. Mais face à un gouvernement qui s'apprête à ne donner que des miettes aux travailleurs, face à un patronat, qui malgré des profits croissants, veut faire payer tous les frais de revalorisation indispensable des salaires, traitements et retraites à l'Etat c'est à dire aux contribuables, les ouvriers, employés et fonctionnaires, chaque fois que cela sera nécessaire, doivent utiliser l'arme de la grève. Ils signifieront leur intérêt envers les problèmes des prix et de la production en liant à leurs revendications de salaires, celles de l'ouverture des livres de compte de la bourgeoisie, du contrôle populaire des prix, du contrôle ouvrier de la production.

Les employés de banque, les travailleurs du livre — ceux des Brasseries de Lille et d'Armentières qui, ont non seulement fait grève, mais encore occupé leurs entreprises et les ont fait fonctionner eux-mêmes — ont montré la bonne voie.

LAMARC.

A DOUARNENEZ

Grève dans les conserveries

Les patrons des conserveries de Douarnenez sont des patrons de combat. Non contents d'exploiter les travailleurs de la conserve, dont les salaires sont nettement insuffisants, ils refusent, depuis février 1945, d'appliquer le décret de majoration des heures supplémentaires.

Le conflit, qui avait d'abord éclaté dans tout le Finistère, a été solutionné dans les conserveries du département, à l'exception de celles de Douarnenez, parce que dix mille travailleurs avaient menacé de se mettre en grève. Devant la grève, les patrons reculent.

Mais ceux de Douarnenez sont plus résistants. Aussi douze cents travailleurs retrouvant l'action de classes (encore une preuve de plus que la grève n'est pas l'arme des trusts, mais bien celle des ouvriers) ont cessé le travail le 17 juin. Le 18 au matin, le poisson, qui devait être traité, a été dirigé sur les conserveries de Concarneau et d'Audierne.

Il y a environ un mois, les dirigeants syndicaux avaient porté le conflit devant le ministre de l'Economie nationale. Les patrons proposaient que la majoration parte de la quarante-sixième heure. Les ouvriers, eux, réclamaient l'application à partir de la quarante-cinquième. L'entrevue n'aboutit pas, comme il fallait s'y attendre. Les parlottes ministérielles ne servent à rien ; elles permettent seulement aux patrons de gagner du temps.

Après un mois de patience, le combat devait reprendre, mais sous une autre forme ; cette fois-ci les travailleurs des conserveries ont mis les pieds dans les reins de leurs exploiteurs, et, de plus, ils ont réclamé que la majoration ait lieu comme il se doit, à partir de la quarante-et-unième heure.

Le 20 juin, les ouvriers ont obtenu satisfaction et le travail a repris. Les patrons, après avoir ergoté que les conserveries de poissons « constituaient une branche d'activité très particulière », ont été obligés de céder.

GRÈVE dans les Compagnies de Navigation

Les employés de navigation ont fait grève le lundi 24 juin. Ils ont réclamé que le Gouvernement tienne les promesses qu'il a faites au mois d'avril, en ce qui concerne la revalorisation des traitements du personnel sédentaire des compagnies de navigation.

Cette grève n'est encore qu'une grève d'avertissement, ont déclaré les employés des agences de Paris, Marseille, Bordeaux, le Havre.

A PARIS chez les enseignants

Les instituteurs et professeurs ont décidé de manifester devant le ministère des Finances, pour protester contre l'insuffisance de leurs traitements. Ils réclament un acompte mensuel, alloué immédiatement, s'échelonnant de 2.000 à 5.000 francs à valoir sur l'augmentation des 25 %.

Ils demandent également une majoration des retraites avec minimum de 1.500 francs par mois.

Le personnel enseignant est décidé, s'il n'obtient pas satisfaction, à faire une grève de 24 heures, en passant par la grève des examens.

AU BÉTON INDUSTRIEL DE GENNEVILLIERS

LES MANŒUVRES DES ROIS DU CIMENT

L'USINE de Béton Industriel de Gennevilliers fut fondée pendant l'occupation par un trust allemand et dirigée par Hoyer, ingénieur allemand, inventeur d'un procédé spécial de béton précontrain. A la « libération » les ouvriers s'emparèrent de l'usine. Puis il y eut une période d'incertitude. Les dirigeants confédéraux donnèrent leur appui, en paroles : ce qui n'empêcha pas les Domaines de prendre l'affaire en main et de déposséder les ouvriers.

L'usine fonctionna alors sous un statut spécial, avec un administrateur séquestre. Ce statut transitoire n'allait pas satisfaire les dirigeants du trust du ciment de la S.T.U.P., qui essayèrent, par tous les moyens, de saboter l'entreprise afin de la reprendre en main.

Tout d'abord il fut impossible de rembaucher tous les ouvriers. Ils devaient être repris peu à peu, mais l'usine n'eut jamais la possibilité de fonctionner à plein. Puis la S.T.U.P. prétendit que le brevet Freyssinet annulait le brevet Hoyer, ce qui, concrètement, signifiait que la S.T.U.P. s'arrogeait le droit de prélever un taux de 8 % sur toute la fabrication. Des discussions commencèrent. Jusqu'à présent elles n'ont abouti à aucun résultat, mais il est certain que ces messieurs du ciment qui gagnèrent des millions dans la construction du mur de l'Atlantique, mentent effrontément.

Dautry, au temps où il était ministre de la Reconstruction, promit après une visite à l'usine, d'accorder une aide financière de quinze millions. Il suffit, en effet, de venir voir les bâtiments et le matériel du Béton Industriel de Gennevilliers pour se rendre compte que l'usine peut parfaitement fonctionner, qu'elle peut produire en quantité des poutres pour reconstruire les ponts, des traverses de chemin de fer, des planchers pour des milliers de maisons qui auraient dû être rebâties, et des péniches.

Mais les quinze millions ne vinrent jamais, la S.T.U.P. était passée par là, Dautry fit savoir que la production des poutres n'était pas urgente (il y a eu, cependant, plus de 6.500 ponts détruits). Il fallait continuer d'étudier les projets. Signalons, en passant, que les Ponts et Chaussés pressentis, avaient reconnu la haute qualité de la production.

La S.T.U.P. devait, d'ailleurs, peu après, transformer l'usine, grâce à l'appui de la direction qu'elle acheta, en laboratoire d'essai.

Le premier administrateur Rempler, avait consenti un crédit de plusieurs millions; le ministre des Finances versa, lui aussi, des crédits, mais au compte-gouttes. Ces fonds disparurent sans apporter grand changement. En effet, il est impossible qu'une entreprise soit rentable si elle ne fonctionne pas complètement.

Deux ouvriers furent introduits dans le comité de gestion, mais seulement avec voix consultative. Ils ne mirent jamais les ouvriers au courant de ce qui se passait dans les sommets. Personne ne connaît, par exemple, quelle est exactement la situation financière de l'entreprise.

Les ouvriers proposèrent un service de démarchage pour trouver des commandes, car la S.T.U.P. sabotait. La direction refusa. Mais, bientôt, excédés, ils mirent la direction dehors, puis ils adressèrent un rapport au ministre des Finances en réclamant des crédits. Le 6 juin, Philip annonçait par lettre que tous les ouvriers du Béton Industriel étaient licenciés et qu'il fallait leur accorder un préavis de six jours. La S.T.U.P. venait de remporter une victoire de taille.

La décision fit l'effet d'une bombe, une Assemblée générale se réunit immédiatement. Les ouvriers décidèrent de refuser le préavis. Une délégation fut envoyée au ministère des Finances. Elle obtint assurance d'un crédit de dix millions, et la réquisition de l'entreprise par le ministère de la Reconstruction, seul moyen pour empêcher les trafics et les pressions de la S.T.U.P.

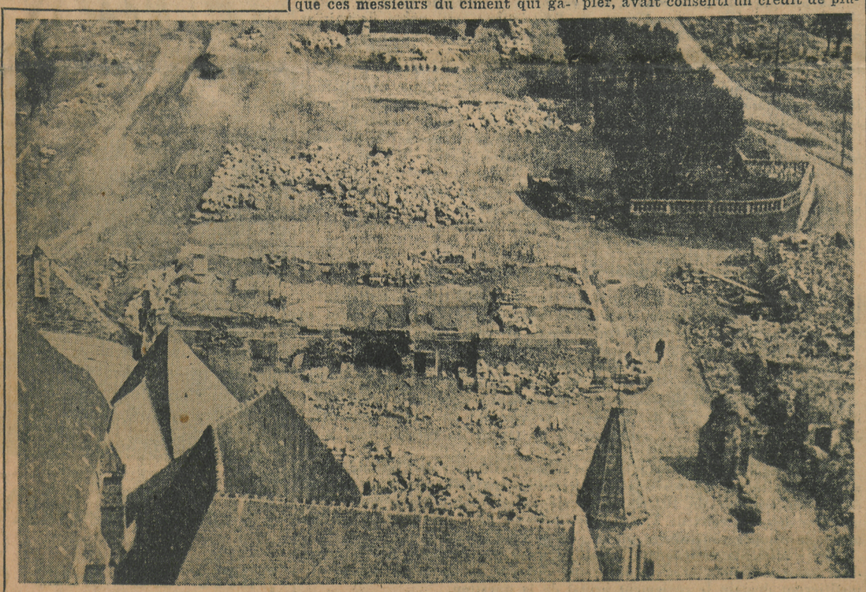
Cependant la division s'était glissée dans les rangs ouvriers — les manœuvres des hommes des trusts trouvent un terrain favorable lorsque la démoralisation règne.

Une centaine d'ouvriers avaient accepté de capituler devant le ministre des Finances, avant que celui-ci ne soit revenu sur sa décision. Parmi eux quelques-uns même, particulièrement Hubain, membre du P.C.F. (que le P.C.F. n'a jamais désavoué), ancien membre du Comité de gestion qui se laissa acheter par la S.T.U.P. n'hésita pas à saboter par derrière l'œuvre entreprise par les ouvriers.

Le résultat ne se fit pas attendre. Le ministre des Finances revint sur sa décision, et exigea le retour de l'ancienne direction.

La lutte continue, dans ces conditions difficiles. Les ouvriers exigent: l'attribution de crédits importants, la réquisition de l'usine par le ministère de la Reconstruction, le contrôle sur la gestion et le contrôle financier, un plan de production établi par l'ensemble des ouvriers.

Mais, dans ce combat contre un des trusts les plus puissants, les travailleurs sont seuls, sans aucune aide, les dirigeants des grands partis ouvriers, et de la C.G.T. ne les soutiennent nullement. Bien au contraire leur position ne fait que renforcer le trust du ciment.



Par la faute des trusts du ciment des villes entières, comme celle-ci, subsistent encore en Normandie, deux ans après la fin de la guerre.

Où vont la C.G.T. ... et Pierre MONATTE ?

APRES un long silence, Pierre Monatte, apparait de nouveau dans la lutte révolutionnaire. Son nom même n'est plus connu que par les anciens militants, et ceux qui sont venus au mouvement ouvrier pendant la guerre et l'occupation ne savent pas ce qu'il a représenté pour le prolétariat de ce pays, ni le rôle qu'il a joué pendant la première guerre impérialiste.

On ne sait plus qu'il a été un des premiers à relever le drapeau de l'internationalisme prolétarien et de la lutte de classes, dans une période où le chauvinisme battait son plein. Qu'il a bagarré contre les Jouhaux et Cie, au sein de la direction de la C.G.T., contre la politique réformiste de soutien à la guerre impérialiste, pendant qu'à cette même époque, les Cachin « exploraient les entrées de service des ministères de la IIIe République et des ambassades alliées ». (L. Trotsky.) Qu'il a été un des premiers à comprendre ce qui se passait en octobre 1917, et à soutenir la révolution russe de Lenine et Trotsky.

Cependant, Monatte hésita longtemps avant de donner en 1923 son adhésion au P.C.F., et à ce sujet, L. Trotsky écrivait dans la *Pravda* du 23 mars 1923 : « L'entrée dans le parti de notre vieil ami Monatte fut pour nous une grande fête : les gens de cette trempe sont nécessaires à la révolution. Mais il serait certainement faux de payer le rapprochement au prix d'une confusion ou d'un manque de clartés d'idées. »

A peine rentré dans le parti, Pierre Monatte en est exclu. En effet, l'année qui suit son adhésion est marquée dans toute l'Internationale par une violente campagne antitrotskyste, Monatte, en même temps que Rosmer et Delagarde, ne peuvent se soumettre aux arrivistes du P.C.F. et sont exclus.

***

LA réaction de Monatte, qui, comme le laissait craindre L. Trotsky, n'a jamais été marxiste, est de revenir au « syndicalisme pur », à la charte d'Amiens.

Dans la brochure qu'il vient d'écrire, où il dresse en quelque sorte un tableau critique des positions prises par le 26e congrès de la C.G.T., Pierre Monatte reste entièrement sur ses anciennes positions de syndicaliste pur faisant du syndicat l'arme unique pour « l'émancipation intégrale, l'émancipation réelle ». Les marxistes eux, définissent clairement le rôle des syndicats et celui du parti révolutionnaire. Alors que le syndicat est le lien de regroupement sur la base professionnelle de tous les salariés pour la défense de leurs revendications économiques — et en tant que tel Marx les qualifiait d'école du socialisme — le parti qui se compose seulement de l'avant-garde du prolétariat est l'arme essentielle pour le renversement de l'Etat bourgeois et l'institution du socialisme.

Sur la question de l'U.R.S.S., au lieu de définir, sur la base d'une analyse marxiste, ce qu'est la bureaucratie soviétique, Monatte la confond avec une quelconque bourgeoisie d'un autre pays, et vient même à parler de fascisme rouge, oubliant les conquêtes qui subsistent encore de la révolution d'octobre : la planification, le monopole de confiance extérieur.

***

Sur les principaux problèmes qui se posent à la classe ouvrière française et au mouvement syndical, Pierre Monatte ne dément pas son passé de lutteur révolutionnaire.

Avec une vitalité et une jeunesse étonnante, il règle leur compte, aussi bien aux vieux traitres réformistes qu'aux anciens révolutionnaires de la C.G.T.U. Il montre bien qu'en fait, la victoire des « ex-unitaires » s'est faite sur le programme réformiste des confédérés.

Sur les problèmes des salaires, de la grève, du ravitaillement, comme sur ceux de la F.S.M. et de la Rhur, il rappelle les positions traditionnelles, toujours justes, du syndicalisme révolutionnaire. A chaque phrase, nous retrouvons le sens même de la lutte de classes.

La brochure de Pierre Monatte est pour la classe ouvrière une nouvelle raison d'espérer et de combattre. C'est un avertissement aux Monmousseau, Frachon, Jouhaux, à tous ces bureaucrates galonnés et insolents : le syndicalisme révolutionnaire n'est pas mort.

Nous espérons que Monatte reprendra sa place au sein du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Où va la C.G.T ? Deux voies, celle de la bureaucratie au pouvoir actuellement, c'est-à-dire la collaboration de classe, la politique de trahison des intérêts des travailleurs, l'autre, celle qu'a montrée la faible mais grandissante minorité syndicaliste révolutionnaire, c'est celle de la lutte de classes, c'est celle de la victoire des travailleurs. Pierre Monatte affirme sa foi dans la victoire des travailleurs.

M. LIME.

Lettres d'Usines

Le Directeur de la Thomson NOUS AUGMENTE

Camarades,

Je travaille dans une des usines de la Thomson-Houston. Voici la suite d'une demande d'augmentation de salaires à tout le personnel, que nous accorde royalement la Direction :

1° aux professionneels, 3 francs de l'heure;

aux manœuvres gros travaux : 0 fr. 50 ;

aux O.S., également 0 fr. 50.

Pour les employés au mois, environ 400 frs par mois. Je tiens aussi à vous dire qu'un manœuvre gros travaux touche 25 frs de l'heure et un O.S. 27 frs de l'heure. Tout ceci se passe de commentaires devant un tel scandale. Jugez-en vous-mêmes.

A l'Industrielle des Téléphones

Les travailleurs des différentes usines n'ont pas encore reçu leur carte d'alimentation T - T2 - T3 et leurs suppléments de mai alors qu'on commence à distribuer les cartes de juin.

Les travailleurs de l'I.T. sont très mécontents et parlent de débrayer pour obtenir satisfaction.

Cet exemple, un parmi des milliers d'autres camarades, vous qui, dans les usines, subissez les mêmes injustices, écrivez à *La Vérité*, signalez-nous ce qui se passe dans vos entreprises; *La Vérité* est le seul journal qui puisse mener un grande campagne pour défendre vos revendications.

LA VERITE
Hebdomadaire du P. C. I.
19, rue Daguerre, Paris-14e
Tél. : SUFfren 62-31
Rédacteur en chef-gérant
Maurice JUILLIA
Administrateur
Guy TEXIER
Adresser toute la correspondance
19, rue Daguerre, Paris-14e

Les travailleurs veulent manger à leur faim

50 boulangeries ferment leurs portes

LE 24 mai, avant les élections, nous avions annoncé, dans un article intitulé : « Une menace suspendue sur la tête des travailleurs: dix jours sans pain », que la soudure serait difficile et que la population travailleuse risquait de manquer de pain pendant dix jours.

Notre pronostic, hélas ! tend à se confirmer. Le 22 juin, la presse annonçait que cinquante boulangeries de la région parisienne avaient dû fermer leur porte.

Ne croyez pas que les dirigeants du groupement de répartition des farines soient pour autant inquiets. « Ils sont, au contraire, optimistes, et ils affirment que la situation va s'améliorer d'ici peu. » (*Aurore* du 22 juin).

L'optimisme et l'humour de ces messieurs ne sont certainement pas partagés par les ménagères, qui sont à nouveau obligées de faire la queue à la porte des boulangeries.

Il est vrai que le groupement de répartition des farines n'est nullement responsable ! Que voulez-vous, l'année a été si mauvaise ! De mémoire d'homme on n'en avait vu une aussi sèche !

Il est évident que personne n'a pouvoir de faire tomber la pluie ; mais ce qui est possible, par contre, c'est d'organiser la répartition au mieux des intérêts des travailleurs.

Mais de cela, évidemment, pas question. Au groupement de répartition des farines, on ferme les yeux sur les tripotages et les trafics de toute sorte manigancés par les gros producteurs et les minotiers. S'est-on mis, par exemple, à la recherche des millions de quintaux de blé qui ont disparu au marché noir au moment où Pineau était ministre du Ravitaillement ? A-t-on dépisté et réquisitionné les stocks clandestins ?

Bien sûr que non. Vous ne croyez tout de même pas que les dirigeants en question vont s'aliéner la sympathie de messieurs aussi puissants que les gros actionnaires du trust de la meunerie !

Il y a beaucoup de chances, si les travailleurs ne s'en mêlent pas, pour que les queues s'allongent devant les boulangeries.

LE SCANDALE DU VIN

LE manque de vin est cruellement ressenti par tous les travailleurs réduits à la maigre ration de deux litres par mois — et encore plus ou moins régulièrement honorée. A côté de toutes les fuites et de tous les scandales qu'une administration du Ravitaillement encore vichyssoise est incapable de supprimer quand elle ne les couvre pas, il est intéressant de voir comment le gouvernement a organisé l'exportation des vins de chez nous aux dépens des travailleurs

L'effort gouvernemental s'est porté surtout sur les vins dits « à appellation contrôlée », mais dont les dénominations, infiniment générales et indéfiniment extensibles, se prêtent à tous les abus. Les prix de vente à la propriété étant devenus libres, ce fut, du jour au lendemain, la « légalisation » des cours du marché noir le plus éhonté, le moindre tonneau passant de 20-25.000 francs à 70-80.000 et augmentant sans cesse pour plafonner actuellement aux alentours de 120.000 francs, c'est-à-dire à la seule portée des enrichis de la guerre, des restaurants du marché noir dont il s sont les fidèles habitués, et de la clientèle étrangère favorisée par la valeur très basse du franc.

Toutefois, comme il fallait à tout prix « exporter ou mourir », l'étranger devait en avoir la plus grande partie. D'où peu après augmentation des taxes et des droits de circulation intérieure, passant de 25 à 34 %, alors que *la vente des vins à l'exportation ne supportait aucune taxe.*

Conséquence : le même vin peut être vendu meilleur marché à l'étranger qu'en France, et avec plus de profit pour les négociants, dont les marges bénéficiaires actuelles ne dépassent pas 12 % pour les ventes en France. A cela se sont ajoutés de nombreux avantages en nature très intéressants dans la période actuelle (priorité des attributions et des livraisons de verrerie, par exemple). Aussi nos bons négociants ont-ils suivi d'autant plus allégrement les consignes gouvernementales qu'il n'est pas interdit de supposer qu'à un prix officiel enregistré et encaissé par l'intermédiaire de l'Office des changes peut s'ajouter (comme sur le marché intérieur au temps de la taxation) une soulte en bonnes livres ou en bons dollars déposés dans une banque du pays de l'acheteur, et par là même à l'abri d'événements imprévisibles en France.

Ainsi a-t-on exporté, en 1945, 714.170 hectolitres de vin contre 926.500 en 1938. C'est à dire que l'on a envoyé à l'étranger en 1945 les 4/5 de ce qu'on y envoyait en 1938, à une époque où le vin était abondant pour tous.

Les Comités d'assainissement des prix ne doivent compter que des TRAVAILLEURS

ALORS que les postiers ont commencé d'ouvrir, avec juste raison les télégrammes des affameurs, 10.000 ouvriers viennent d'obtenir, à Dijon, à la suite de leur intervention directe aux halles, la baisse des prix de nombreuses denrées. Les petits pois sont passés de 50 à 25 fr. le kilo, les cerises de 40 à 25 fr. le kilo, les fraises de 80 à 50 francs.

D'autre part, *Franc-Tireur* du 24 juin annonce qu'en Corrèze, « un Comité d'assainissement des prix vient de se constituer avec la participation de la C.G.T., de la C.G.A., de nombreuses autres organisations et du contrôle économique lui-même ».

Initiative excellente, disons-nous. Mais nous sommes tout de même un peu méfiants, pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, nous voudrions saisir comment ont été élus les délégués de ce Comité, démocratiquement ou bureaucratiquement, comme à l'accoutumée ? Et ces délégués rendent-ils des comptes à leurs mandants et font-ils appel à l'initiative populaire pour en finir avec le marché noir ? S'il n'en est pas ainsi, alors leurs promesses sont vaines et rien ne changera.

Ensuite, en ce qui concerne la participation de la C.G.A., sont-ce les petits producteurs ou les gros qui sont représentés ? Car n'oublions pas que grâce à Tanguy-Prigent, la Confédération générale de l'agriculture est devenue une organisation de collaboration de classes où se trouvent côte à côte l'ouvrier agricole, le métayer, le fermier, le petit paysan (ce qui est juste) et le gros propriétaire, le ramasseur.

Enfin, la participation des inspecteurs du contrôle économique nous effraie. Depuis quatre ans, on a vu leurs services à l'œuvre.

Déposez vos cahiers de revendications

La C.G.T a formulé une revendication de 25 % sur les salaires. Les tractations parlementaires et ministérielles ont abaissé cette revalorisation à 15 %. Il est évident qu'aucun travailleur ne peut repousser les propositions de la C.G.T. Mais beaucoup disent, manifestant ainsi leur accord avec nous :

1° Cette revalorisation est insuffisante ;

2° Elle est calculée sur une base fausse, car elle va entraîner l'écartement de l'éventail. En effet, pour le manœuvre dernière catégorie, la majoration sera de 800 francs par mois, mais, pour le chef de service à 30.000 francs, elle atteindra 7.500 francs (1) ;

3° Elle se retournera contre les ouvriers, si elle n'est accompagnée du blocage des prix et de l'échelle mobile.

Aujourd'hui, dans chaque usine, chaque ouvrier doit lutter pour obtenir que soit rédigé un cahier de revendications. Ce cahier comprendra essentiellement, outre les revendications propres à l'entreprise où à la corporation :

— *La mise en place pour les manœuvres d'un salaire minimum vital de* 7.400 francs par mois ou 42 fr. 50 de l'heure, tel que nous l'avons défini par ailleurs.

— *La revalorisation équivalente des autres salaires*, étant entendu que l'augmentation acquise par le manœuvre se trouve reportée sur tous les salaires.

— *L'échelle mobile des salaires.*

— *Le contrôle ouvrier sur les livres de comptes et la suppression du secret commercial.* Ce contrôle, les comités d'entreprise sont tout désignés pour le réaliser. Mais, pour céla, il faut que les délégués aux C.E. se délivrent du secret professionnel et considèrent leurs tâches comme un contrôle exercé sur le patron et non pas une collaboration avec lui. Ce contrôle permettra, en détectant les marges bénéficiaires, de stabiliser et même de faire baisser le coût de la vie.

Le cahier doit être déposé devant la direction et son application immédiate exigée. Il ne faut pas craindre d'appuyer l'action des délégués par des débrayages d'avertissement lorsque la discussion est par trop prolongée. Il faut non seulement déposer nos revendications, mais nous battre pour les arracher. Bien entendu, certaines questions comme l'échelle mobile et le blocage des prix dépassent le cadre de l'entreprise et doivent trouver une solution sur le plan national. Mais, il faut commencer à lutter dans chaque usine, c'est le meilleur moyen de remporter satisfaction complète.

Dès demain, c'est toi qui, à ton assemblée générale, proposeras les solutions que veulent te faire ceux qui prétendent te diriger.

Tu exigeras de tes dirigeants qu'ils défendent une véritable politique revendicative et pas seulement par des palabres avec les patrons.

(1) Chez les fonctionnaires se pose avec acuité la nécessité du reclassement. Nous traiterons cette question dans un autre article.

GRÈVE dans le bassin de Liége

Au moment de mettre sous presse nous apprenons qu'une grève importante vient d'éclater en Belgique dans la région de Liége. Les métallos des usines d'Ougrée-Marihaye et Cockerill, les deux usines les plus importantes de la région, et les mineurs de cinq charbonnages sont entrés en grève. Des piquets ouvriers ont été placés dans les usines et dans les mines. D'autre part les ouvriers de la fabrication Nationale d'Armes de Guerre menacent de se joindre au mouvement.

Les ouvriers belges qui, comme les travailleurs français, ont fait les frais du replâtrage du régime capitaliste, réclament la revalorisation de leurs salaires et des réformes de structure importantes.

Nos mots d'ordre

Contrôle ouvrier sur les prix

La Commission administrative de la C. G. T. vient de prendre une décision d'une très haute portée. Il s'agit de la constitution des « Comités de contrôle des prix », à l'échelon départemental et à l'échelon local. Deux circulaires ont été envoyées aux unions départementales et aux fédérations en vue de leur application.

Quelques précisions sont nécessaires :

1° S'il est juste et indispensable de constituer ces commissions de contrôle, il aurait fallu expliquer précisément leur composition. En effet, il est insuffisant d'appeler au rassemblement sous l'égide des unions départementales et des unions locales des représentants des organisations paysannes et coopératives de production avec ceux des organisations féminines et de petits commerçants.

Il faut montrer qu'un véritable contrôle populaire sur les prix doit prendre son point de départ à la production. C'est-à-dire que dans chaque usine les ouvriers se feront ouvrir les livres de comptes des patrons, les examineront à l'aide des comptables et experts-comptables syndiqués.

Le Comité de contrôle des prix à l'usine ouvrant les livres de comptes supprimant le secret commercial est le premier pas qui permettra aux Comités que la C.G.T. appelle à former de fonctionner efficacement.

2° Dans la première circulaire, il n'est pas indiqué avec suffisamment de clarté les moyens dont disposeront les « Comités de contrôle des prix » pour faire respecter leurs décisions. L'on écrit bien qu'il faut « dénoncer les spéculateurs et en saisir les autorités municipales et départementales aux fin de poursuites », ce qui constitue un vœu pieux, étant donné que tous les patrons, tous les gros commerçants et gros paysans, spéculent plus ou moins ; étant donné que le système du profit capitaliste appelle par lui-même une spéculation effrénée. Pour faire respecter leurs décisions, les Comités de contrôle des prix à la production devront diminuer d'autorité les profits capitalistes.

Les Comités de contrôle des prix à l'échelon local, à l'échelon départemental et national, taxeront eux-mêmes les prix et feront respecter leurs décisions en s'appuyant sur les travailleurs ouvriers et petits paysans organisés dans leurs comités.

La camarade Marie Couette a raison d'appeler les ménagères à appuyer les décisions du contrôle populaire des prix. Car elles sont les premières intéressées à voir le coût de la vie se stabiliser et baisser rapidement.

Si l'on veut aboutir dans cette voie, il faut en appeler à l'initiative populaire.

Travailleurs dans les entreprises, ouvrez les livres de comptes de vos patrons, supprimez le secret commercial, diminuez les bénéfices de vos patrons !

Ménagères, dans les quartiers, organisez des comités qui prendront en main le contrôle des prix.

Pierre BOUSSEL.

Le gérant : M. JUILLIA.

Entreprise de Presse
100, r. Réaumur, Paris-2e
MARY, imprimeur.

Travail exécuté
par des ouvriers syndiqués

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné, déclare m'abonner à LA VERITE

pour 1 an (52 nos) ..... 200 fr.
pour 6 mois (26 nos) ..... 100 fr.
pour 3 mois (13 nos) ..... 50 fr.

(Rayer les mentions inutiles)

Nom .....

Adresse .....

Envoyer ce bulletin 19, rue Daguerre, Paris (14e), et les mandats à : « LA VERITE », C.C.P. 5479-17 - Paris.

Signature :